EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :

	Zone franç ^e et Tanger	FRANCE et Colonies	ÉTRANGER
3 MOIS.....	8 fr.	9 fr.	20 fr.
6 MOIS.....	14 »	16 »	36 »
1 AN.....	26 »	28 »	60 »

ON PEUT S'ABONNER :

A la Résidence de France, à Rabat,
 à l'Office du Protectorat du Maroc, à Paris
 et dans tous les bureaux de poste.
 Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

ÉDITION FRANÇAISE

Hebdomadaire

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
 Résidence Générale de France à Rabat (Maroc)

Pour les abonnements et les annonces, s'adresser
 à la Direction du *Bulletin Officiel*.

Les mandats doivent être émis au nom de M. le
Trésorier Général du Protectorat. Les paiements
 en timbres-poste ne sont pas acceptés.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales,
 réglementaires
 et judiciaires } La ligne de 27 lettres
 1 franc 50

Arrêté résidentiel du 13 mai 1922 (B. O. n° 499
 du 16 mai 1922)

Pour les annonces-réclames, s'adresser à
 l'agence Havas, boulevard de la Gare, à Casa-
 blanca.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat,

SOMMAIRE

Pages

PARTIE OFFICIELLE

Arrêté viziriel du 11 septembre 1925/22 safar 1344 portant nomination des représentants de l'agriculture, du commerce et de l'industrie au conseil d'administration de l'Office chérifien des phosphates.	1545
Arrêté viziriel du 12 septembre 1925/23 safar 1344 ordonnant la délimitation d'un immeuble collectif situé sur le territoire de la tribu des Oulad Bou Ziri (Chaouïa-sud).	1546
Arrêté résidentiel du 15-septembre 1925 portant modifications dans l'organisation territoriale de la région de Taza.	1546
Ordre général n° 588.	1547
Délibération du conseil de réseau des chemins de fer à voie de 0 ^m 60 en date du 18 août 1925 portant création de tarifs et ouverture de stations et arrêts.	1547
Autorisation d'association.	1548
Nomination dans la magistrature française du Maroc.	1548
Promotions, nominations et démissions dans divers services.	1548
Nomination d'un défenseur agréé près les juridictions makhzen.	1548

PARTIE NON OFFICIELLE

Relevé des observations climatologiques du mois d'août 1925 et note résumant ces observations.	1549
Avis de mise en recouvrement du rôle des patentes du 3 ^e arrondissement de la ville de Casablanca pour l'année 1925.	1551
Avis de mise en recouvrement du rôle des patentes (2 ^e émission) du contrôle civil de Rabat-banlieue pour l'année 1925.	1551
Propriété Foncière. — Conservation de Rabat : Extraits de réquisitions n° 2301 à 2307 inclus ; Avis de clôtures de bornages n° 1599, 1754, 1755 et 1762. — Conservation de Casablanca : Extraits de réquisitions n° 7981 à 7999 inclus ; Extraits rectificatifs concernant les réquisitions 6689, 7217 et 7239 ; Réouverture des délais concernant la réquisition n° 5866 ; Avis de clôtures de bornages n° 4712, 5981, 6336, 6357, 6655, 6716 et 7706. — Conservation d'Oujda : Avis de clôtures de bornages n° 902, 1036, 1059 et 1156. — Conservation de Marrakech : Extraits de réquisitions n° 691 à 695 inclus ; Nouvel avis de clôture de bornage n° 471 ; Avis de clôture de bornage n° 471 ; Conservation de Meknès : Extraits de réquisitions n° 554 à 560 inclus.	1551
Annonces et avis divers.	1561

PARTIE OFFICIELLE

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 11 SEPTEMBRE 1925

(22 safar 1344)

portant nomination des représentants de l'agriculture, du commerce et de l'industrie au conseil d'administration de l'Office chérifien des phosphates.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 13 août 1921 (7 hija 1339) relatif au conseil d'administration de l'Office chérifien des phosphates et, notamment, ses articles 1^{er} et 2 concernant la nomination, chaque année, de quatre représentants de l'agriculture, du commerce et de l'industrie ;

Sur la proposition du conseil supérieur du commerce et de l'industrie, dans sa séance du 29 juin 1925, et du conseil supérieur de l'agriculture, dans sa séance du 7 juillet 1925,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont nommés membres du conseil d'administration de l'Office chérifien des phosphates, pour la durée d'une année, à compter du 1^{er} août 1925 :

M. OBERT, président de la chambre d'agriculture de Rabat ;

Si MOHAMMED EL MARNISSI, membre de la section indigène du conseil supérieur d'agriculture ;

M. CHAPON, président de la chambre de commerce de Casablanca ;

Si HAJ ABDELOUAHAD BEN JELLOUL, membre de la section indigène du conseil supérieur du commerce.

*Fait à Rabat, le 22 safar 1344,
(11 septembre 1925).*

ABDERRAHMAN BEN EL KORCHI.

Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 16 septembre 1925.

*Pour le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.*

RÉQUISITION DE DÉLIMITATION
concernant un immeuble collectif situé sur le territoire
de la tribu des Oulad Bou Ziri (Chaouïa-sud).

LE DIRECTEUR DES AFFAIRES INDIGÈNES,

Agissant au nom et pour le compte de la collectivité des Oulad M'Hammed, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives, requiert la délimitation de l'immeuble collectif dénommé : « Bled Halia et Bled Raba », consistant en terres de parcours, situé sur le territoire de la tribu des Oulad Bou Ziri (Chaouïa-sud), d'une superficie approximative de 7.800 hectares.

Limites :

Nord : Sedret el M'Harra à koudiat Arbia ; piste de koudiat Arbia à Sidi Merzoug ; piste de Kechacha pendant 750 mètres environ, piste de Biar Oulad Moumen pendant 1 km. environ, puis le bord sud du plateau jusqu'au douar Oulad Mesnaoui ; ce douar et les biar makhzen et El Haj ben Bekri.

Riverains : Oulad Saïd, Oulad M'Hamed, Oulad Mesnaoui.

Est : Tala Si el Mekki ; piste de Mechra Oulad Saïd ou Ali à route de Settat.

Riverains : Bled « Raba », des Oulad Amran et bled « Raba », des Oulad Saïd ben Ali.

Sud : l'Oum er Rebia ;

Ouest : territoire des Oulad Saïd de Mechra Ifoud à Sedret el M'Harra en passant par Koucha et El Haourej.

Ces limites sont telles au surplus qu'elles sont indiquées par un liséré rose au croquis annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du directeur des affaires indigènes il n'existe aucune enclave privée ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi.

Les opérations de délimitation commenceront le 5 janvier 1926, à neuf heures, au sud-ouest de la propriété, à Mechra Ifoud, et se continueront les jours suivants, s'il y a lieu.

Rabat, le 23 juillet 1925.

HUOT.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 12 SEPTEMBRE 1925

(21 safar 1344)

ordonnant la délimitation d'un immeuble collectif situé sur le territoire de la tribu des Oulad Bou Ziri (Chaouïa-sud).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives;

Vu la requête du directeur des affaires indigènes, en date du 23 juillet 1925, tendant à fixer au 5 janvier 1926 les opérations de délimitation de l'immeuble collectif dénommé : « Bled Halia et Bled Raba » (tribu des Oulad bou Ziri, Chaouïa-sud),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il sera procédé à la délimitation de l'immeuble collectif dénommé : « Bled Halia et Bled Raba », appartenant à la collectivité des Oulad M'Hammed, sis dans la tribu des Oulad Bou Ziri, conformément aux dispositions du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) susvisé.

ART. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 5 janvier 1926, à neuf heures, au sud-ouest de la propriété, à Mechra Ifoud, et se poursuivront les jours suivants, s'il y a lieu.

*Fait à Rabat, le 23 safar 1344,
(12 septembre 1925).*

ABDERRAHMAN BEN EL KORCHI.

Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 16 septembre 1925.

*Pour le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 15^e SEPTEMBRE 1925
portant modifications dans l'organisation territoriale
de la région de Taza.

**LE MARÉCHAL DE FRANCE, COMMISSAIRE
RÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE AU MAROC,**

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'annexe de renseignements de Bab Morouj, qui dépendait du cercle de Taza-nord, est supprimée.

ART. 2. — Les bureaux de renseignements de Bab Morouj et de Bou Mehiris, qui dépendaient de l'annexe de Bab Morouj, sont rattachés directement au cercle de Taza-nord.

ART. 3. — Le bureau de renseignements de Bab Morouj

est chargé de la surveillance politique et du contrôle administratif des Branès.

Le bureau de renseignements de Bou Mehiris est chargé de la surveillance politique et du contrôle administratif des Gzenaïa, des Métalsa, des Merraua et des Oulad Bourima.

ART. 4. — Le présent arrêté prendra effet à dater du 15 septembre 1925.

ART. 5. — Le général commandant supérieur des troupes du Maroc, le directeur général des finances, le colonel directeur des affaires indigènes et du service des renseignements, le général commandant la région de Taza sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 15 septembre 1925.

LYAUTEY.

ORDRE GÉNÉRAL N° 588.

Le maréchal de France, inspecteur général de l'armée, vice-président du conseil supérieur de la guerre, est heureux de porter à la connaissance des troupes d'occupation du Maroc l'ordre ci-après :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la guerre

Le président du conseil, ministre de la guerre, adresse ses félicitations au service sanitaire de l'aéronautique du Maroc, pour le motif suivant :

« Sous le commandement technique du colonel ARMENGAUD et d'après les directives du médecin-inspecteur OBERLÉ, a, au cours des années 1924 et 1925, et plus particulièrement pendant les opérations actuelles, donné au service de santé une aide considérable et précieuse pour l'évacuation des blessés.

« Grâce à l'admirable dévouement de son personnel, pilotes et mécaniciens, et à l'emploi judicieux du matériel, est parvenu à faire face à tous les besoins.

« Perfectionnant constamment les moyens mis en œuvre, créant sans cesse des terrains avancés, utilisant souvent même des terrains de fortune et mettant en service de nouveaux avions sanitaires légers, a réussi à enlever, au contact même de la ligne de feu, plus de 200 blessés en 1924 et plus de 500 au cours des seuls mois de mai et juin 1925, réalisant ainsi leur transport rapide avec le maximum de confort et permettant les interventions chirurgicales et les soins immédiats.

« Paris, le 18 août 1925.

« Paul PAINLEVÉ. »

Au Q. G. à Meknès, le 10 septembre 1925.

Le Maréchal de France,
Inspecteur général de l'Armée,
Vice-président du Conseil supérieur de la guerre,
PÉTAINE.

REGIE DES CHEMINS DE FER A VOIE DE 0 m. 60

Délibération du conseil de réseau en date du 18 août 1925, portant création de tarifs et ouverture de stations et arrêts.

(Homologuée par arrêté du directeur du réseau en date du 18 août 1925)

LE CONSEIL DE RESEAU,

Délibérant conformément aux dispositions du dahir du 18 décembre 1920 (5 rejeb 1339) sur la régie des chemins de fer à voie de 0,60 du Maroc, modifié par le dahir du 5 avril 1921 (26 rejeb 1339), a adopté, dans sa séance du 18 août 1925, les dispositions dont la teneur suit :

Tarifs spéciaux de petite vitesse

TARIF SPÉCIAL P. V. 2

Céréales

CHAPITRE I X

ARTICLE PREMIER. — Il est ajouté les prix fermes ci-après :

Casablanca-Marrakech Médina : 120 francs la tonne ;

Ben Guerir-Marrakech Médina : 40 francs la tonne, (mais pour cette dernière relation par expéditions d'au moins 4 wagons complets).

TARIF SPÉCIAL P. V. 29

Réglementations diverses

CHAPITRE VIII

ART. 2. — Il est ajouté à la nomenclature des marchandises admises au bénéfice du tarif de la 3^e catégorie, l'article ci-après :

Tuyaux métalliques pour adduction d'eau.

ART. 3. — Il est créé sur le réseau du Gharb les stations et arrêts ci-après :

a) Ligne Kénitra-Ouezzan

Fernie Garin (arrêt) km. 90.261 ;

Amama (arrêt) km. 137.661 ;

Fejet Kelaa (arrêt) km. 148.743 ;

Ouezzan (station) km. 157.600.

b) Embranchement Ain-Defali-Koléine

Guedadra (arrêt) km. 9.050 ;

Sidi el Aouiz (arrêt) km. 15.815 ;

Oued Amdallah (arrêt) km. 22.155 ;

Charff (arrêt) km. 30.915 ;

Koléine (arrêt) km. 38.915.

ART. 4. — L'effet des dispositions de la présente délibération remontera au 1^{er} juillet 1925.

Pour expédition conforme :

Le directeur du réseau,
SUCHET.

AUTORISATION D'ASSOCIATION

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 16 septembre 1925, l'association dite : « Les Gars du Centre », dont le siège est à Rabat, a été autorisée.

NOMINATION

dans la magistrature française du Maroc.

Par décret en date du 1^{er} août 1925, a été nommé juge-suppléant rétribué au tribunal de première instance de Casablanca, M. LASSERRE Marcel-Etienne, suppléant rétribué du juge de paix de Casablanca (canton Nord), en remplacement de M. Boutrolle, qui a été nommé juge au tribunal de première instance de Château-Chinon.

PROMOTIONS, NOMINATIONS ET DÉMISSIONS DANS DIVERS SERVICES.

Par arrêtés du secrétaire général du Protectorat, en date du 12 septembre 1925 :

M. LEGER Pierre, adjoint des affaires indigènes de 1^{re} classe du service des contrôles civils, est promu adjoint principal des affaires indigènes de 3^e classe, à compter du 1^{er} janvier 1925 ;

M. ANDRÉ Marc, adjoint des affaires indigènes de 2^e classe du service des contrôles civils, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 1^{er} juin 1925 ;

M. RUSTERUCCI Paul, adjoint des affaires indigènes de 2^e classe du service des contrôles civils, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 1^{er} février 1925 ;

M. VILLESEQUE Pierre, adjoint des affaires indigènes de 4^e classe du service des contrôles civils, est promu à la 3^e classe de son grade, à compter du 15 mars 1925 ;

M. MARTINET Charles, adjoint des affaires indigènes de 4^e classe du service des contrôles civils, est promu à la 3^e classe de son grade, à compter du 15 mars 1925.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 12 septembre 1925, M. PUBREUIL Guy, secrétaire de contrôle de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1925.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 12 septembre 1925, M. ARNAUD Emile, interprète de 3^e classe du service des contrôles civils, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 1^{er} août 1925.

Par arrêté du premier président de la Cour d'appel de Rabat, en date du 3 septembre 1925, sont promus, à compter du 1^{er} septembre 1925 :

M. PRADEAU Emile, commis-greffier de 1^{re} classe au tribunal de première instance de Casablanca, en qualité de commis-greffier principal de 3^e classe ;

M. MAS Antoine, commis-greffier de 5^e classe au tribunal de première instance d'Oujda, en qualité de commis-greffier de 4^e classe.

Par arrêté du procureur général près la Cour d'appel de Rabat, en date du 27 août 1925, M. ARIBAUD Raymond, secrétaire de 2^e classe au parquet de Casablanca, est élevé à la classe supérieure de son grade, à compter du 1^{er} octobre 1925.

Par arrêté du directeur général des travaux publics, en date du 29 août 1925, M. LANNOY François, ingénieur adjoint des mines de 1^{re} classe, est promu ingénieur subdivisionnaire des mines de 4^e classe, à compter du 1^{er} juillet 1925.

Par décision du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 29 juillet 1925, M. MORET Maurice-Oscar, domicilié à Safi, est nommé agent de culture de 6^e classe au service de l'agriculture et des améliorations agricoles, à compter du 25 juillet 1925, en remplacement de M. Langronier, démissionnaire.

Par décision du chef du service de l'enregistrement, en date du 31 août 1925, M. André CRESSON, rédacteur de 1^{re} classe au service central de l'enregistrement et du timbre à Rabat, est promu au grade de rédacteur principal de 3^e classe, à compter du 16 avril 1925.

Par décision du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 26 juin 1925, est acceptée la démission de son emploi offerte par M. LANGRONIER Charles, agent de culture de 6^e classe au service de l'agriculture et des améliorations agricoles, à compter du 16 juillet 1925.

Par arrêté du directeur du service des impôts et contributions, en date du 8 septembre 1925, est considéré comme démissionnaire, à compter du 11 août 1925, M. PÉTRI-GUASCO Georges-Camille, commis de 4^e classe au service des impôts et contributions, en disponibilité.

NOMINATION

d'un défenseur agréé près les juridictions makhzen.

Par arrêté viziriel en date du 11 septembre 1925 (22 safar 1344), M. HASSAN BEL FARHAT ABDELMOULA, sujet tunisien, a été nommé défenseur agréé près les juridictions makhzen, avec résidence à Casablanca.

PARTIE NON OFFICIELLE

Institut Scientifique Chérifien - Service Météorologique

RELEVÉ DES OBSERVATIONS CLIMATOLOGIQUES DU MOIS D'AOUT 1925

STATIONS	PLUIE		TEMPERATURE				OBSERVATIONS	
	Quantité en millimètres	Nombre de jours	Minima		Maxima			
			Absolue	Moyenne	Moyenne	Absolue		
Tanger	2.0	3	16.0	19.5	28.5	32.0	Brumes et brouillards fréquents sur la mer et la rade. Pluie orageuse les 8, 9; et 23, 24.	
RARB	Arbaoua	Traces			36.4	44.0	Dans le Rarb, chergui et siroco les 1 ^{er} , 2; 8, 9; 12, 13, 14, 15, 16, 17; et 29, 30 et 31. Légers orages du 15 au 18 et les 22, 23.	
	Karia Daouia	0.25	1	11.3	17.6	31.5		44.1
	Souk el Arba	Traces		14.0	19.8	38.5		53.0
	Petitjean	Traces		10.5	16.4	36.8		50.0
	Kénitra	Traces		9.5	17.3	37.7		50.0
RABAT-CHAOUÏA-DOUKKALA	Rabat	0	0	13.5	17.1	29.7	43.5	A Rabat, siroco les 15, 16 et 30.
	Casablanca	Traces		14.2	18.5	28.3	37.2	En Chaouïa-nord, siroco les 30 et 34.
	Mazagan	Traces		8.0	11.1	28.5	39.0	
	Tiflet	Traces		12.0	17.3	39.5	50.3	En Chaouïa-sud, siroco les 1 ^{er} , 2; les 6, 7, 8, 9, 10; les 15, 16 et les 28, 29, 30, 31.
	Camp Marchand	Traces		11.2	17.9	36.6	48.0	
	Settat	Traces		12.0	16.1	36.6	48.0	A El Borouj, orages et pluies les 2 et 29.
	Sidi ben Nour	0	0	12.0	15.0	31.5	45.5	A Kourigha, orage et pluie le 17.
	Oued Zem	Traces		13.5	15.8	40.5	47.5	
	El Borouj	7.0	2	15.0	20.2	41.4	49.0	
Kourigha	6.7	1	12.8	19.5	36.4	43.2		
Abda, N'cha Chisra	Safi	0	0	13.0	16.1	29.5	37.0	Dans les Abda Haha, siroco les 8, 9, et 31; orages sans pluie du 13 au 17; du 28 au 30 dans l'intérieur. Brouillards intenses du 26 au 31 sur la côte.
	Mogador	0	0	15.5	16.9	22.3	30.0	
	Chemaïa	Traces		8.0	12.4	39.6	49.0	
	Chichaoua	Traces		9.5	12.7	32.6	49.5	
MARRAKECH	Kelaa des Srarna	4.3	1	11.0	16.5	40.0	46.5	Siroco les 1 ^{er} , 2, les 9 et 12, 13, les 15, 16, les 27, 28, 29, 30, 31. Dans le Grand Atlas oriental, orages et pluies les 1 ^{er} , 2. Dans le Grand Atlas occidental, orages et pluies du 12 au 16, et les 29, 30. En plaine, mouvements orageux correspondants, avec traces de pluies.
	Marrakech	Traces		15.0	19.9	38.9	46.8	
	Amismiz	8	2	14.4	19.3	37.5	40.8	
	Azilal	Traces		11.0	19.1	33.1	39.5	
SOUS	Agadir							Dans le Sous, siroco le 9, les 14, 15, 16, 17. Faibles ondées le 11, et les 27, 28.
	Taroudant	6.0	1	9.8	15.4	38.9	46.8	
	Tiznit	Traces		13.2	17.3	35.2	47.1	
MEKNÈS-FÈS-TAZA	Meknès	0.3	2	10.7	16.4	36.8	46.2	Dans la région Meknès-Fès, siroco ou chergui les 1 ^{er} , 2, 3; 7, 8, 9, 10; 16, 17; 28, 29, 30, 31. Orages et pluies en montagne les 3; 10, 11; 16, 17, 18 et 28, 29, avec mouvements orageux et traces de pluie correspondants en plaine.
	Fès	Traces		10.8	18.8	38.2	47.1	
	Kelaa des Sless	0	0	12.0	23.9	40.3	47.0	
	Sefrou			10.0	14.8	32.7	42.0	
	Skourra	5.2	2	17.3	20.2	36.6	41.5	
	Oued Amelil							
TADLA	Taza	4	7	15.8	19.4	36.7	45.1	Dans le Tadla, siroco les 1 ^{er} , 2; 9, 10; 13, 14, 15, 16, 17; 26, 27, 28, 29. En montagne, violents orages et pluies le 2; le 7; le 9; les 14, 15, 16; du 28 au 31.
	Oumès	10.5	5	11.0	18.1	34.8	43.1	
	Moulay bou Azza	5.2	1	16.8	21.4	35.4	44.0	
	Sidi Lamine							
	Khénifra	5.4	3	12.1	15.1			
Tadla	Traces		16.7	21.8	40.9	46.5		
Dar Ould Zidouh	15.0	2	16.0	20.7				
Beni Mellal								

Relevé des Observations du mois d'août 1925 (suite)

STATIONS	PLUIE		TEMPÉRATURE				OBSERVATIONS	
	Quantité en millimètres	Nombre de jours	Minima		Maxima			
			Absolute	Moyenne	Moyenne	Absolute		
Bent M'Guidd	El Hajeb.	1.0	1	11.0	17.3	33.0	40.0	Orages fréquents, avec pluie et grêle les 1 ^{er} , 2 ; 7, 9 ; 14, 15, 16, 17 ; 27, 28, 29, 30.
	Ouljet Soltane.							
	Azrou.	9.5	5	11.0	18.2	33.0	37.6	
	Timhadit.	12.9	10	9.2	14.2	31.2	34.6	
Bekrit.	3	1	8.0	12.5	31.5	37.0		
Moulouya	Alemsid.	0.1	1	10.0	16.0	34.0	38.0	En basse Moulouya, vents chauds du 1 ^{er} au 13 ; le 18. Violente tempête de grêle et de pluie accompagnée d'orage à Guercif le 14. Orages dans la région les 2, 3 ; le 10 ; les 17, 18. En haute Moulouya, très violentes rafales de vent, les 1 ^{er} , 3, 9, 16, 17, 20. Orages et pluies les 2, 3, 16, 19, 28, 29.
	Assaka N'Tebairt.	6.3	4	10.0	13.9	34.4	38.0	
	Engil.	7.0	4	9.0	12.8	32.4	36.0	
	Guercif.		1	12.5	19.5	38.4	46.0	
	Taourirt.	0.8	1					
Oujda	Berkane.	0	0	16.0	19.6	34.1	41.0	Siroco du 1 ^{er} au 10 et du 15 au 17.
	Oujda.	Traces		12.0	16.5	36.0	42.2	
	Berguent.	0	0	10.0	14.9	44.2	51.0	
	Bou Denib.	0.6	3	17.0	21.2	42.4	46.1	

Note sur les observations climatologiques pendant le mois d'août 1925

Le mois d'août a été marqué par la fréquence des perturbations atmosphériques, se traduisant par de fortes chaleurs sur tout le Maroc, de violents orages en montagne, des tempêtes de vent et de sable sur la partie orientale. Le siroco, qui a soufflé à quatre reprises différentes : du 1^{er} au 3, du 7 au 10, du 16 au 18, du 28 au 31, a causé des maxima absolus très élevés : 50 degrés en plusieurs points de l'intérieur, 43 degrés en certains points de la côte. Par contre, les maxima moyens sont à peine supérieurs de 1 degré à la normale ; cela tient à l'influence d'une période fraîche du 18 au 28. Les minima sont normaux, ou même en léger déficit. Les précipitations, nulles dans la région côtière comme d'habitude, sont normales en montagne.

Au point de vue météorologique, deux régimes ont intéressé le Maroc :

a) Un régime de noyaux tournant autour de l'anticyclone des Açores, correspondant au courant dérivé du front polaire ;

b) Un régime de sud-ouest, au sud ou au sud-est de l'anticyclone des Açores, correspondant au pseudo front des alizés.

Ces deux régimes ont existé simultanément, et, à plusieurs reprises, ont interféré sur le Maroc.

Du 1^{er} au 3 août, on assiste à la fin du passage de la dépression de l'Afrique du Nord signalée le mois dernier, et à la destruction de la pointe anticyclonique du golfe de Gascogne par une baisse espagnole se rattachant au front

des alizés. Pendant ces trois jours, ont continué les fortes chaleurs de la fin juillet, accompagnées d'orages en montagne et de brouillards sur la côte.

Du 4 au 7, suivent une hausse, puis une baisse et une hausse du régime des alizés. Ces noyaux passent au large du Maroc, et n'y ont aucune répercussion sur le temps qui est clair, moins chaud, avec vents de nord-ouest et jeu normal des brises.

Mais le 7, une puissante hausse de nord-ouest vient interférer avec les noyaux du régime des alizés, causant une extrême confusion dans les variations barométriques marocaines. Toutefois, le mouvement général en hausse a pour effet d'installer un petit anticyclone au nord, puis au nord-est du Maroc, et d'y amener de nouvelles chaleurs jusqu'au 10.

Du 10 au 16, seules de faibles variations intéressent le Maroc. Le temps y est beau, la température normale, les vents faibles et variables.

Le 16, l'anticyclone s'avancant sur l'Espagne, des chaleurs ont encore lieu jusqu'au 18.

Du 18 au 28, le Maroc n'est touché que par de faibles variations : beau temps, vents frais de nord.

Le 28, une hausse très étendue allant de l'Islande au Maroc fait avancer l'anticyclone jusque sur la Méditerranée occidentale et l'Algérie. C'est pour le Maroc, la situation type à siroco. De très fortes chaleurs se font sentir, qui n'ont pas encore pris fin le 1^{er} septembre.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

PATENTES

Ville de Casablanca

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes du 3^e arrondissement de la ville de Casablanca, pour l'année 1925, est mis en recouvrement à la date du 5 octobre 1925.

Le Directeur adjoint des finances,
MOUZON.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

PATENTES

Contrôle civil de Rabat-banlieue

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes (2^e émission) du contrôle civil de Rabat-banlieue, pour l'année 1925, est mis en recouvrement à la date du 5 octobre 1925.

Le Directeur adjoint des finances,
MOUZON.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

EXTRAITS DE REQUISITIONS (1)

I. — CONSERVATION DE RABAT

Réquisition n° 2301 R.

Suivant réquisition en date du 20 août 1925, déposée à la Conservation le 22 du même mois, Mlle Vidal Madeleine, propriétaire, célibataire, demeurant à Casablanca, rue Aviateur-Colli, domiciliée chez M^e Sombstay, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivise de : 1^o Bouazza ben Mohamed, propriétaire, marié selon la loi musulmane, vers 1910, au douar Kehibiine, fraction des Touazit, tribu des Oulad Naïm, contrôle civil de Kénitra ; 2^o Abdesslam ben Mohamed, célibataire ; 3^o Meriem bent Laarbi, veuve de Bouslam ben Mohamed Kamma, décédé à Sidi Yahia, vers 1870 ; 4^o Ahmed ben Chiane, célibataire ; 5^o Zaineb bent Tami el Fabli, veuve de Laarbi ben Mohamed, décédé à Sidi Yahia, vers 1922 ; 6^o Ali ben Ali el Ksaier, propriétaire, célibataire ; 7^o Tahar ben Amida, propriétaire, marié selon la loi musulmane à dame Meriem bent Mohamed, vers 1875, à Sidi Yahia, tous les susnommés demeurant au douar Kehibiine précité, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire indivise, dans des proportions inégales, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Sidi Bou Nouar », consistant en terrain de culture et de parcours, située contrôle civil de Kénitra, village de Sidi Yahia du Gharb, tribu des Oulad Naïm, fraction des Touazit, sur la rive droite de l'oued Tiflet, à 3 km. environ de la gare de Sidi Yahia et à proximité du marabout de Sidi Gueurnoum.

Cette propriété, occupant une superficie de 900 hectares, est limitée : au nord, par l'oued Haïmeur et au delà la fraction des Douagher, tribu des Sfafa, représentée par le caïd Ahmed Douaghi de la tribu des Sfafa, contrôle civil de Petitjean ; à l'est, par l'Etat chérifien (domaine forestier) et par la collectivité des Kasmaïne, fraction des Alalbas, tribu des Ouled Naïb, contrôle civil de Kénitra, représentée par le cheikh Amar ben Abdelkader, demeurant à Sidi Yahia ; au sud, par l'oued Tiflet et par la fraction des Alalbas, représentée par le cheikh Amar ben Abdelkader susnommé ; à l'ouest, par la route de Kénitra à Petitjean et par la fraction des Alalbas susnommée.

La requérante déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel-actuel ou éventuel, et qu'ils en sont copropriétaires, savoir : Mlle Vidal en vertu d'un

acte sous seings privés en langue arabe, en date du 22 août 1925, aux termes duquel Abdelkader ben Mohamed dit « Aassas » et consorts lui ont vendu une partie de la dite propriété ; les autres en vertu d'une moukia, en date du 15 chaabane 1335 (6 juin 1917), et d'actes de filiation, en date du 1^{er} hija 1343 (23 juin 1925), homologués.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2302 R.

Suivant réquisition en date du 25 août 1925, déposée à la Conservation le 27 du même mois, M. Amzalag Moïse, dit « Moyses ou Mouchi », négociant, marié selon la loi mosaïque à dame Barchilon Rachel, le 11 eloul 5650, à Rabat, y demeurant, impasse Martillo, 3 (Mellah), agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de Ben Larbi ben Abdellah el Amaghi el Agbani, agriculteur, marié selon la loi musulmane à dame Yamna bent el Korchi, demeurant à Bouznika, douar El Amagha, caïd Mohamed el Rekhi, a demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaire indivis par parts égales d'une propriété dénommée « Hamri ou Dar el Aoud », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Amzalag II », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Rabat-banlieue, tribu des Arabes, au km. 41 de Rabat à Casablanca et à 800 mètres environ au nord de la route de Rabat à Casablanca.

Cette propriété, occupant une superficie de 40 hectares, est limitée : au nord et à l'est, par un ravin et par Ben Larbi ben Abdellah el Amaghi el Agbani (requérant) ; au sud, par El Maati ould Mahjouba sur les lieux, douar El Amagha ; à l'ouest, par un ravin et par la propriété dite « Sidi Ali », titre 471 R.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel-actuel ou éventuel, et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'une acte d'adoul, en date du 26 rejeb 1339 (5 avril 1921), aux termes duquel Mohamed ben Bouchaïb, Yazza bent Mohamed, Bouchaïb ben Kacem, Mira bent Kacem et Rahma bent Mohamed leur ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

(1) NOTA. — Les dates de bornage sont portées, en leur temps, à la connaissance du public, par voie d'affichage, à la Conservation, sur l'immeuble, à la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Cadi, et par voie de publication dans les marchés de la région.

Des convocations personnelles sont, en outre, adressées aux riverains désignés dans la réquisition.

Toute personne intéressée peut, enfin, sur demande adressée à la Conservation Foncière, être prévenue, par convocation personnelle, du jour fixé pour le bornage.

Réquisition n° 2303 R.

Suivant réquisition en date du 22 avril 1925, déposée à la Conservation le 27 août 1925, Abdellah ben M'Hamed el Hassouni Slaoui, veuf depuis 1922, demeurant et domicilié à Salé, Souk el Kbir, 28, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dar el Hassouni », consistant en maison d'habitation et bain maure, située à Salé, rue Sidi Turki, quartier Souika.

Cette propriété, occupant une superficie de 425 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété dite « Doukkala », t. 1458 R. ; à l'est, par une ruelle allant au jardin de El Hadj Abdallah et Tedjam et au delà par Mohamed Sabounji, demeurant sur les lieux ; au sud, par Ben Abdallah et consorts, représentés par Mohamed ben Abdallah, sur les lieux ; à l'ouest, par une impasse et au delà par Abdel Hadi Zeniber, également sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu de deux actes d'adoul, en date du 10 safar 1341 (2 octobre 1922) et 6 chaoual 1341 (25 mai 1923), homologués, aux termes desquels Mohamed ben Ahmed ben el Hadj Abdallah el Hocini, d'une part, et Mohamed ben Ahmed ben el Hadj Mohamed, d'autre part, lui ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2304 R.

Suivant réquisition en date du 28 août 1925, déposée à la Conservation le même jour, M. Cayla Félix-Polydore-Alexandre, pharmacien, marié à dame Jourdan Marie-Célestine-Anita, le 5 mai 1894, à Alger, sans contrat, demeurant à Kénitra, angle des rues du Fort-de-Vaux et Maçquart-de-Terline, domicilié au même lieu, rue Albert-1^{er}, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Cayla II », consistant en terrain et construction, située à Kénitra, rue Albert-1^{er}.

Cette propriété, occupant une superficie de 160 mètres carrés, est limitée : au nord et à l'est, par M. Biton Haïm, demeurant à Rabat, rue Oukassa ; au sud, par M. Grazini, demeurant sur les lieux ; à l'ouest, par la rue Albert-1^{er}.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte administratif, en date du 20 rebia I 1343 (19 octobre 1924), aux termes duquel l'Etat chérifien (domaine privé) lui a vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2305 R.

Suivant réquisition en date du 27 août 1925, déposée à la Conservation le 29 du même mois, 1° El Hadj Mohamed ben Abdesselam Sabounji, marié selon la loi musulmane à dame Zarah Mquensia, vers 1885, à Salé, y demeurant, rue Sebta ; 2° Hadj Mohamed Haflan, marié selon la loi musulmane à dame Fatma bent Mohamed Bouzid, vers 1900, à Salé ; 3° Abdallah Haflan, marié selon la loi musulmane à dame Hadouja bent Mohamed Bouzib, vers 1905, à Salé, ces deux derniers demeurant à Salé, rue Zenata, ont demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaires indivis, dans les proportions de 2/4 à El Hadj Mohamed Sabounji et 1/4 à chacun des deux autres, d'une propriété dénommée « Dar Ghadi », à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Dar Aryed », consistant en maison d'habitation, située à Salé, rue Sidi M'Ghrit, n° 4.

Cette propriété, occupant une superficie de 400 mètres carrés, est limitée : au nord, par la rue Sidi M'Ghrit ; à l'est, par le derb Abdellatif Omar ; au sud, par les héritiers Abdellatif Omar, demeurant à Salé, rue Derb Hyar, par les fikh Taghaoui, demeurant au même lieu, rue El Akbet el Makoudi ; à l'ouest, par Abdallah Zaoui, demeurant à Salé, rue El Akbet el Makoudi, par les héritiers Ayoued, demeurant à Salé, rue Akbet el Kebira et leur associé Farraji, dit « Abd Sedrati », demeurant au même lieu, quartier Bab Sebta.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'ils en sont copropriétaires, savoir : le premier pour l'avoir recueilli dans la succession de sa mère ainsi que le constate un acte de filiation, en date du 11 safar 1338 (5 novembre 1919), homologué, les deux autres en vertu d'un acte d'adoul, en date du 22 rebia

I 1339 (4 décembre 1920), homologué, aux termes duquel El Hadj Mohamed ben el Hadj Abdesselam leur a vendu une partie de la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2306 R.

Suivant réquisition en date du 29 août 1925, déposée à la Conservation le même jour, M. Boutaire Jean-Joseph, propriétaire, marié à dame Gras Marguerite, à Cannes (Alpes-Maritimes), sous le régime de la séparation de biens, suivant contrat reçu par M^e Vial, notaire à Cannes, rue d'Antibes, 3, le 1^{er} octobre 1924, demeurant et domicilié à Bouznika, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Skratchihana », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Rabat-banlieue, tribu des Arabes, à 7 km. environ au sud-est de Bouznika.

Cette propriété, occupant une superficie de 50 hectares, est composée de trois parcelles limitées :

Première parcelle. — Au nord, par les séquestres austro-allemands ; à l'est, par M. Salvy Yves, représenté par M. Boutaire, requérant ; au sud, par les Ouled Maâllem Fohar ; à l'ouest, par El Maâtî ould Bouzian et Aïcha bent Kacem, sur les lieux, fraction des Chouakers, douar Chouakers.

Deuxième parcelle. — Au nord, par M. Salvy Yves, susnommé ; à l'est, par Ould Bousselam sur les lieux, fraction des Ouled Haachich ; au sud, par les Ouled Hadj Thami ; à l'ouest, par les Ouled Ahmed, demeurant tous sur les lieux, douar et fraction des Arrars.

Troisième parcelle. — Au nord, par Ben Chérif ; à l'est, par les Ouled Hadj Thami susnommés et Amor ould Messaoud sur les lieux, douar et fraction des Arrars ; au sud, par Ben Daoud ben Ahmed sur les lieux, fraction des Ouled Haachich et par M. D'Overschié, propriétaire à Bouznika ; à l'ouest, par les Ouled Cherradia sur les lieux, tribu des Arabes, fraction des Chouakers.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés, en date à Bouznika du 7 décembre 1923, aux termes duquel M. Ayax François, lui a vendu une partie de la dite propriété, le surplus pour l'avoir acquis de Ali ben Qacem, El Hadj ben Cheikh Azouz Doghmi et consorts et Ben Daoud ben Ahmed Doghmi, suivant actes d'adoul, en date des 3 jourada I 1343 (30 novembre 1924), homologué, 26 chaabane 1341 (13 avril 1923), 15 ramadan 1342 (20 avril 1924), homologué et 3 chaabane 1343 (16 février 1925), homologué.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2307 R.

Suivant réquisition en date du 31 août 1925, déposée à la Conservation le même jour, M. Edelein Lucien-Alphonse, pharmacien, marié à dame Birebent Marie-Louise, le 21 juin 1919, à Oran (Gambetta), sans contrat, demeurant et domicilié à Rabat, avenue Dar-el-Maghzen, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Feddane Esatla », consistant en terrain de culture avec ferme et puits, située contrôle civil de Camp-Marchand, tribus des Abid et des Ouled Ktir, sur la route de Rabat à Camp-Marchand, au km. 32 et à proximité de la maison cantonnière, lieudit « Feddane Esatla ».

Cette propriété, occupant une superficie de 230 hectares, est limitée : au nord, par la propriété dite « Koriffa », litrè 946 CR., et par Hadj Brahim el Khyiat, demeurant à Rabat, zaouïa El Gharbia ; à l'est, par la propriété dite « Tzell », réq. 578-R., et par la route de Rabat à Camp-Marchand ; au sud, par Hadj Brahim el Khyiat susnommé ; à l'ouest, par la propriété dite « Koriffa », titre 946 CR., susvisé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu de deux actes d'adoul, en date du 15 kaada 1342 (18 juin 1924) et 15 ramadan 1343 (9 avril 1925), homologués, aux termes desquels Taïbi ben Mohamed Ez Zaari et Abhès ben Bouamar, d'une part, et Ahmed, dit « Ould Medjidia », et Cherkaoui ben el Hadj el Khetiri, d'autre part, lui ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA

Réquisition n° 7984 C.

Suivant réquisition en date du 22 août 1925, déposée à la Conservation le même jour, Cheikh ben Saad ben Ahmed, agissant au nom et pour le compte de ses mandantes : 1° Rahma bent Abdallah el Hassania, veuve de Abdallah ben Bouhaddou, décédé en 1908 à Ber-Rechid ; 2° Aïcha bent Abdallah, veuve de Larbi ben Mohammed, décédé vers 1907 ; 3° Aïcha bent Laghrib, veuve de Ali ben Ahmed, décédé vers 1910, toutes demeurant et domiciliés à la ferme Gue-tarna, fraction des Beni Mhamed, tribu des Guedana chez leur mandataire, a demandé l'immatriculation au nom de ses mandantes, en qualité de copropriétaires indivis sans proportions déterminées d'une propriété dénommée « Boukhaddada et Ard Es Souk », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Rahma », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Doukkala-nord, tribu des Ouled Bouaziz, fraction des Beni Hassane, à 40 km. de Mazagan, près de Souk el Arba Megress.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, comprenant 6 parcelles, est limitée :

Première parcelle. — Au nord, par le chemin de Lohraichat à Megress ; à l'est, par Moussa Bouazizi el Hassani ; au sud et à l'ouest, par Mohamed ben Tahar.

Deuxième parcelle. — Au nord, à l'est et au sud, par Houaoura ben Ali ; à l'ouest, par Haida ben Mohamed.

Troisième parcelle. — Au nord, par Si ben Nacar ben Hassin ; à l'est, par Abdallah ben el Hadj el Hassani ; au sud et à l'ouest, par Abdallah ben Lefkih el Hassani.

Quatrième parcelle. — Au nord, par Abdallah ben Lefkih el Hassani précité ; à l'est, par El Hadj ben Tahar ; au sud, par Bouazza ben Regragui ; à l'ouest, par Douah ben Abdallah.

Cinquième parcelle. — Au nord, par Lefkih Si Mohamed ben Saïd ; à l'est et au sud, par Abdallah ben Lefkih ; à l'ouest, par Mhamed bel Hadj.

Sixième parcelle. — Au nord, par Ahmed ben el Hachemi el Hassani ; à l'est, par Hadj Tahar el Hassani ; au sud, par Mhamed bel Hadj ; à l'ouest, par Si Kacem ben Bou Haddou.

Tous demeurant au douar et fraction des Beni Hassane, tribu des Ouled Bouaziz.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et que ses mandantes en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de Abdallah ben Laghrib el Hassani, ainsi que le constate un acte de filiation et moukia, en date de fin safar 1333 (16 janvier 1915).

*Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.*

Réquisition n° 7985 C.

Suivant réquisition en date du 22 août 1925, déposée à la Conservation le même jour, 1° Smain ben Mohamed el Doukkali, marié selon la loi musulmane, en 1881, à dame Heliâ bent Messaoud Doukkali ; 2° El Baïn ben Mohamed el Doukkali, marié selon la loi musulmane, en 1886, à dame Fatima bent el Medjoub el Hamri ; 3° Zem-mouri ben Mohamed el Doukkali, marié selon la loi musulmane, en 1874, à dame Khedija bent Abdallah Doukkali, tous demeurant au douar Louanes, fraction Ouled Yahia, tribu Moulain el Ghaba (Ziaidas) et domiciliés à Casablanca, rue du Marabout, n° 122, chez M^e Dupuy, avocat, ont demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaires indivis dans les proportions de 62/100 pour Smain, 25/100 pour El Baïn et 13/100 pour Zemmouri, d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Fedden Tefana », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Camp-Boulhaut, tribu Moulain el Ghaba (Ziaidas), fraction des Ouled Yahia, douar Louanes, lieudit « Sidi Barka ».

Cette propriété, occupant une superficie de 100 hectares, est limitée : au nord et à l'est, par la propriété dite « Ferme de Sidi Barka I », réq. 4331 C., appartenant à M. Etienne à Casablanca, boîte postale 629, ou par la propriété dite « La Gaudie », réq. 5153 C., appartenant à M. Conjeaud, à Casablanca, quartier Racine, ou par l'Etat chérifien (domaine privé), représenté par M. le contrôleur des domaines à Casablanca ; au sud, par Smain ben Mohamed el Doukkali, Hadj Larbi ben el Fardji Doukkali et Djilali ben Ali Fardji, au douar Ouled Ali, fraction des Ouled Yahia et par Bouazza et Mohamed ben Rabtia, au

douar Louanes précité ; à l'ouest, par la piste de Casablanca à la ferme Conjeaud, Mohamed el Assiki et MM. Etienne et Conjeaud précités.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul, en date du 25 kaada 1328 (28 novembre 1910), aux termes duquel le moqaddem Elarbi ben Ahmed Ezziadi et consorts leur ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,

BOUVIER.

Réquisition n° 7986 C.

Suivant réquisition en date du 24 août 1925, déposée à la Conservation le même jour, Mohamed ben Mohamed ben Selloum, agissant en qualité de mandataire de : 1° Esseid Mohamed ben Selloum, marié selon la loi musulmane, vers 1897, à Fatma bent Si Djilali ben el Mekki ; 2° Sallem ben Bouchaïb, marié selon la loi musulmane, vers 1895, à Aïcha bent Si Djilali ben el Mekki ; 3° Mohamed ben Ahmed, marié selon la loi musulmane, vers 1894, à Zohra bent Si el Mati ben Kacem ; 4° Djilali ben Ahmed, marié selon la loi musulmane, vers 1904, à Mina bent Si Lahcen ; 5° Lahcen ben Ahmed, marié selon la loi musulmane, vers 1910, à Aïcha bent Si Driss. Tous demeurant et domiciliés au douar Ouled Lefquih, fraction Hamadoua, tribu des M'Lal (Mzab), a demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaires indivis dans les proportions de 1/3 pour Esseid Mohamed, 1/3 pour Sallem ben Bouchaïb et 1/3 pour les autres copropriétaires d'une propriété dénommée « Ghar el Moukahlâ », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled el Khair IV », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu M'Lal (Mzab), fraction Hamadoua, douar Ouled Lefquih, à 500 mètres de la zaouïa Sidi Hadj Faghi.

Cette propriété, occupant une superficie de 6 hectares, est limitée : au nord, par Lefquih ben Tahar et consorts ; à l'est, par Ben Lekbir ben Lahlaoui ; au sud, par Si Ahmed ben Larbi et consorts ; à l'ouest, par Lefquih ben Tahar précité. Tous demeurant au douar Ouled Lefquih précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et que ses mandants en sont copropriétaires en vertu d'un acte de partage, en date du 24 hija 1343 (16 juillet 1925) leur attribuant la dite propriété.

*Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.*

Réquisition n° 7987 C.

Suivant réquisition en date du 24 août 1925, déposée à la Conservation le même jour, Mohamed ben Mohamed ben Selloum, agissant en qualité de mandataire de : 1° Esseid Mohamed ben Selloum, marié selon la loi musulmane, vers 1897, à Fatma bent Si Djilali ben el Mekki ; 2° Mohamed ben Ahmed, marié selon la loi musulmane, vers 1894, à Zohra bent Si el Mati ben Kacem ; 3° Djilali ben Ahmed, marié selon la loi musulmane, vers 1904, à Mina bent Si Lahcen ; 4° Lahcen ben Ahmed, marié selon la loi musulmane, vers 1910, à Aïcha bent Si Driss. Tous demeurant et domiciliés au douar Ouled Lefquih, fraction Hamadoua, tribu des M'Lal (Mzab), a demandé l'immatriculation au nom de ses mandants, en leur qualité de copropriétaires indivis à raison de moitié pour Mohamed ben Selloum et moitié pour les autres copropriétaires, d'une propriété dénommée « Ard Sour el Arsa », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ard Rbah », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu M'Lal (Mzab), fraction Hamadoua, douar Ouled Lefquih, à 500 mètres de la zaouïa Sidi Hadj Faghi.

Cette propriété, occupant une superficie de 3 hectares, est limitée : au nord, par Si Miloudi ben el Fquih ; à l'est, par les Ouled Hadj Driss ben Hadj Mati, représentés par Si el Kabir ; au sud, par le ravin dit « Oued Khalouta » et au delà par Si Driss ben Djilali ben el Mekki et consorts ; à l'ouest, par les Ouled Abd Djelil, représentés par Si Ahmed ben Larbi. Tous demeurant au douar Ouled Lefquih précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit

immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et que ses mandants en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'achat, en date de fin chaabane 1328 (5 septembre 1910), aux termes duquel El Mathi, Ahmed et Bouziane bel Himer leur ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7988 C.

Suivant réquisition en date du 24 août 1925, déposée à la Conservation le même jour, Miloudi ben el Hadj Larbi Ezzciadi el Outaoui, marié selon la loi musulmane, vers 1885, à dame Khenata bent Amor, demeurant et domicilié au douar Oulad Taleb, tribu des Moualim el Outat (Ziaïda), a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Guenifdat », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Camp-Boulhaut, tribu des Moualim el Outat (Ziaïda), fraction des Ouled el Ali, douar Ouled Taleb, à 41 km. de Casablanca, sur la route de Camp-Boulhaut.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord et à l'est, par la propriété dite « Ferme de Sidi Barka », req. 4331 C., appartenant à M. Etienne Antoine, à Casablanca, boîte postale, 629 ; au sud, par Ahmed ben Aïssa et Mohammed ben Driouech et son frère Bouazza, au douar El Ouass, tribu Moualim el Outat ; à l'ouest, par Mohammed ben Driouech précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukka, en date du 22 hïja 1340 (5 août 1923), constatant ses droits de propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7989 C.

Suivant réquisition en date du 24 août 1925, déposée à la Conservation le même jour, l'Union commerciale indo-chinoise et africaine, société anonyme, au capital de vingt-cinq millions de francs, dont le siège social est à Paris, 18, rue Tronchet, et représentée par son directeur à Casablanca M. Mimard Pierre, domicilié à Casablanca, rue de Marseille, n° 26, chez M^e Cruel, avocat, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Lucia Oued Zem », consistant en terrain bâti, située à Oued Zem, lotissement urbain.

Cette propriété, occupant une superficie de 4.800 mètres carrés, est limitée : au nord, à l'est et au sud, par des rues du lotissement au Maghzen, représenté par M. le contrôleur des domaines à Casablanca ; à l'ouest, par M. Jamin, boulanger, à Oued Zem, par Ben Larbi Akour, à Oued Zem et une rue du lotissement précité.

La société requérante déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu de deux actes, en date à Oued Zem du 15 mai 1922 (1^{er} acte) et à Rabat du 26 juin 1923 (2^e acte), aux termes desquels l'Etat chérifien (domaine privé) lui a cédé gratuitement la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7990 C.

Suivant réquisition en date du 25 août 1925, déposée à la Conservation le même jour, 1^o Cheikh Lekbir ben Ali, marié selon la loi musulmane, en 1915, à Zahra bent Mohamed et, en 1920, à Djedja bent Bouchaïb ; 2^o Abdelkader ben Ali, célibataire majeur ; 3^o El Ghalia bent Ali, mariée selon la loi musulmane, en 1910, à Abdenbi ben Ahmed ; 4^o Hasna bent Ali, veuve de Moussa ben Mohamed, décédé en 1921. Tous demeurant et domiciliés aux douar et fraction Ouled Sidi Ali, tribu des Zenata, ont demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaires indivis sans proportions déterminées d'une propriété dénommée « Fedan Lahmer ou Ghaba Hemira et Ouldja », à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Bled Lekbir ben Ali », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Zenata, fraction et douar Ouled Sidi Ali, à 1 km. 500 au sud de Sidi Abal ben Ahmed et à droite de l'Oued Hassar.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par la piste de Daït Djemel au lieu dit « Hadjra Chalmiya » ; à l'est, par Ahmed ben Maati, au douar Ouled Sidi Ali

précité ; au sud, par la piste de l'Oued Hassar à la propriété de Cheikh Moussa ben Azouz ; à l'ouest, par l'Oued Hassar.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de Esseid Ali ben Abdallah Ezzenati, ainsi que le constate un acte de filiation et moukka, en date du 28 jourmada II 1342 (5 février 1924).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7991 C.

Suivant réquisition en date du 26 août 1925, déposée à la Conservation le même jour, M. Benchetrit Mardoché, dit « Mordekhaï », célibataire majeur, demeurant à Rabat, au Mellah, impasse Ferran, n° 5, et domicilié à Casablanca, rue Berthelot, n° 9, chez M^e Nehlil, avocat, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Boutouil XI », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Camp-Boulhaut, tribu des Moualim el Outa (Ziaïda), fraction Ahl Outa, douar des Oulad Bourouis.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, comprenant 2 parcelles, est limitée :

Première parcelle. — Au nord, par une piste et au delà par les héritiers Maati ben Djilali Ziadi Rouissi ; à l'est, par Ben Mellouk ben Bouchaïb Ziadi Rouissi ; au sud, par la piste de Souk el Tleta des Ziaïda à Fédhala et au delà la deuxième parcelle ; à l'ouest, par les héritiers Maati ben Djilali précités.

Deuxième parcelle. — Au nord, par la piste précitée et au delà la première parcelle ; à l'est, par Ben Mellouk ben Bouchaïb Ziadi Rouissi susvisé ; au sud, par Si Mohamed ben Nacer Rouissi ; à l'ouest, par M. Guimel. Tous demeurant au douar Oulad Bourouis précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu de deux actes d'adoul, en date du 21 chaabane 1343 (17 mars 1925) et 18 moharrem 1344 (8 août 1925), aux termes desquels Ahmed ben el Hachemi Ziadi et son frère Bouchaïb lui ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7992 C.

Suivant réquisition en date du 27 août 1925, déposée à la Conservation le même jour, Sid Mohamed ben Bahloul el Bahlouli, marié selon la loi musulmane, vers 1890, à dame Aïcha bent Rahal, demeurant au douar El B'Halla, fraction des Fdallat, tribu des M'Zab, et domicilié à Casablanca, rue de l'Horloge, chez M^e Jourdan, avocat, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Haoud VIII », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Ben Ahmed, tribu des Beni Brahiq (M'Zab), fraction des Fdallat, douar El B'Halla, sur la route du marabout de Sidi Mohamed el Bahloul à Bir Daïker.

Cette propriété, occupant une superficie de 4 hectares, est limitée : au nord, par la route du marabout de Sidi Mohamed el Bahloul à Bir Daïker ; à l'est, par Si Khallouq ben Ahmed ; au sud, par Ali ben Rahal ; à l'ouest, par le requérant et Si Khallouq ben Ahmed. Tous demeurant au douar El B'Halla.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un jugement du cadî de Seltal, en date du 14 moharrem 1342 (27 août 1923), lui attribuant la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7993 C.

Suivant réquisition en date du 27 juillet 1925, déposée à la Conservation le 27 août 1925, M. Cornille Albert-Henri-Victor, marié sans contrat à dame Niederreuter Marie, le 23 mai 1914, à Marseille, demeurant et domicilié à Mazagan, place Brudo, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Terrain Papoz », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de

« Terrain Cornille », consistant en terrain à bâtir, située à Mazagan, avenue Mortéo.

Cette propriété, occupant une superficie de 351 mètres carrés, est limitée : au nord et à l'est, par M. Papoz, vérificateur des douanes à Mazagan ; au sud, par l'avenue Mortéo ; à l'ouest, par la propriété de la régie cointéressée des tabacs au Maroc.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés, en date du 1^{er} avril 1923, aux termes duquel M. Papoz lui a vendu la dite propriété.

*Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.*

Réquisition n° 7994 C.

Suivant réquisition en date du 27 août 1925, déposée à la Conservation le même jour, 1° Elarbi ben Elarbi Ezziraoui, marié selon la loi musulmane, en 1905, à dame Fatma bent Si Amôr ; 2° Mohamed ben Elarbi Ezziraoui, marié selon la loi musulmane, en 1901, à Daouia bent Ahmed, tous deux demeurant au douar Ouled Haffif, fraction Hanniti, tribu des Ouled Bouziri, et domiciliés à Casablanca, rue de Nancy, n° 37, chez M. Abella, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis par parts égales, d'une propriété dénommée « Bled Elarbi », à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Bled Haoud Hayed », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaoufa-sud, tribu des Ouled Bouziri (Mzama), fraction Hamiti, douar Ouled Haffif, à 5 km. du pénitencier d'Ali Moumen, à 1 km. 500 à l'est de Sidi Hadj et Sidi Hayed.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ben Tahar, Larabi ben el Fkih et M'hamed ben Bouchaïb, au douar Brehadda, fraction Ouled Arrous, tribu des Ouled Bouziri ; à l'est, par les requérants et Kaddour ben Bouchaïb, au douar Znasna, fraction des Ouled Haffif, tribu des Ouled Bouziri ; au sud, par Mohamed ben Larbi ben Ali, au douar et fraction Derbala, tribu des Ouled Bouziri ; à l'ouest, par Kabir ben L'Kacem L'Mezemzi, à Settatt, derb Ould Ghazy, et Mohamed ben Amor, au douar Ouled Haffif.

Les requérants déclarent, qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'une moulkia en date de fin kaada 1332 (20 octobre 1914), constatant leurs droits de propriété.

*Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.*

Réquisition n° 7995 C.

Suivant réquisition en date du 28 août 1925, déposée à la Conservation le même jour, Djilali ould M'Hmed ben M'Hmed el Khaïat el Fardji el Heloui el Hezzouzi, marié sous le régime de la loi musulmane à Fatma bent Azzouz, vers 1893, demeurant aux Ouled Fredj, fraction Ouled Ali, caïdat de Si Driss Cheikh ben Djilali el Heloui, contrôle civil des Doukkala, agissant tant en son nom personnel qu'au nom et pour le compte de ses copropriétaires : 1° Hmed ould M'Hmed, son frère, marié sous le régime de la loi musulmane, à dame Hlima bent el Maati, vers 1875 ; 2° Mohamed, dit « Hadi », son autre frère, marié sous le régime de la loi musulmane, à dame Kbira bent Mohamed, vers 1895 ; 3° Daouia bent el Himer, veuve de Ali bent M'Hmed el Khaïat, décédé en 1903 ; 4° Bouchaïb ould Ali ben M'Hmed el Khaïat, marié sous le régime de la loi musulmane, à Hlima bent Djilali, vers 1910 ; 5° Aïcha bent Ali, mariée sous le régime de la loi musulmane, vers 1905, à Bou Ali ben Avizi ; 6° Ahmed ould Ali, marié sous la loi musulmane, à Hlima bent Bouchaïb, vers 1912 ; 7° Mohamed ould Ali, marié à Fatma bent Ghalem, vers 1916 ; 8° M'Hamed ben Ali, célibataire majeur ; 9° Fatma bent Ali, mariée sous le régime de la loi musulmane, à Ahmed bel Hadj, vers 1912 ;

10° Zohra bent Ali, mariée sous le régime de la loi musulmane, à Mohamed ben Bouchaïb, vers 1905 ; 11° Hlima bent Ali, mariée sous le régime de la loi musulmane, à Saïd ben Himer, vers 1906 ; 12° Ghenou bent Ali, mariée sous le régime de la loi musulmane, vers 1917, à Rahal ben Mohamed ; 13° Rkaïa bent Ali, célibataire majeure ; 14° Embarek ben Rahal el Messaoudi, marié sous le régime de la loi musulmane à Hlalia bent Hmed, vers 1866 ; 15° El

Hadj ould Rahal el Messaoudi, marié sous le régime de la loi musulmane, à Rkia bent el Hadj, vers 1868 ; 16° Bouchaïb ben Rahal el Messaoudi, marié sous le régime de la loi musulmane, à Hlima bent Ali, vers 1870 ; 17° Hmed ould Rahal el Messaoudi, marié sous le régime de la loi musulmane à Fatma bent el Arbi, vers 1875 ; 18° Hlima bent Mohamed, veuve de Bel Abbès ben M'Hmed el Khaïat, décédé aux Ouled Fredj, vers 1880 ; 19° Mohamed ben bel Abbès précité, marié sous le régime de la loi musulmane, vers 1890, à dame Slima bent el Arbi ;

20° M'Hmed ben bel Abbès, marié sous le régime de la loi musulmane, à dame Embarka bent Ouadoudi, vers 1890 ; 21° Si Mohamed ben Taïb el Hentri, veuf de Sultana bent Mohamed el Khaïat, décédée vers 1906 ; 22° Taïb ben Si Mohamed ben Taïb, marié sous le régime de la loi musulmane, à Meriem bent el Hssen, vers 1912 ; 23° Hmed ben Si Mohamed ben Taïb, marié sous le régime de la loi musulmane, à Fatma bent M'Hmed, vers 1915 ; 24° Khedija bent Si Mohamed ben Taïb, épouse divorcée, vers 1898, de Mohamed ben el Maati ; 25° Zohra bent Si Mohamed ben Taïb, mariée à Bouchaïb ben Larbi, vers 1895 ; 26° Hlima bent Si Mohamed ben Taïb, mariée vers 1903, à Si Hlal ben Embarek ; 27° Si Hlal ben Embarek ben Abou, marié à Hlima bent Mohamed précitée, vers 1903 ; 28° Si Bouchaïb ould Embarek ben Abou, marié à Hdija bent Ahmed, vers 1900 ; 29° Mohamed ould Azzouzi ben Larbi, marié sous le régime de la loi musulmane, à dame Embarka bent er Rahal, vers 1886 ;

30° M'Hmed ould Azzouzi, marié à Zahra bent er Rahal, vers 1900 ; 31° Hmed ould Si Azzouzi, marié à dame Fatma bent el Arbi, vers 1899 ; 32° Oum el Kheir bent Azzouzi, marié à Larbi ben Ahmed, vers 1892 ; 33° Rkia bent Si Azzouzi, mariée à M'hamed ben Mekki, vers 1890 ; 34° Aïcha bent Si Azzouzi, mariée à Embarek ben Ahmed, vers 1891, tous demeurant au même lieu que le requérant et domiciliés à Casablanca, 63, boulevard de la Gare, chez M^e Lycurgue, avocat, a demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaire indivis sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Draa el Khaïat », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Doukkala, tribu des Ouled Fredj, fraction Ouled Ali, à proximité de la route El Khemis des Ouled Fredj, à Ouled Saïd, par le pont de Bou Laouane, à 2 km. à l'est du marabout Sidi Embarek.

Cette propriété, occupant une superficie de 64 hectares, est limitée : au nord, par la piste de Bir Mssada et Si M'hamed ben Rahal ; à l'est, par M'Hamed ben Mohamed ben Bouchaïb ; au sud, par la route de Sidi ben Nour à l'oued Oum er Rebia ; à l'ouest, par Mohamed ben Si Mohamed ould Maati, ces deux indigènes précités demeurant aux Oulad Fredj.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de M'Hmed ben M'Hmed el Khaïat, ainsi que le constate un acte de filiation et moulkia du 3 moharrem 1342 (16 août 1923).

*Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.*

Réquisition n° 7996 C.

Suivant réquisition en date du 28 août 1925, déposée à la Conservation le même jour, Djilali ben el Maati, marié selon la loi musulmane, à Aïtoun bent Si Ali, vers 1883, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de : 1° Ahmed ben el Maati, marié selon la loi musulmane, vers 1880, à Chama bent Si Ahmed ; 2° Hella ben Ahmed, marié selon la loi musulmane, vers 1910, à Hamia bent Cherqui ; 3° Ali ben Kassem, marié selon la loi musulmane, vers 1883, à Rkia bent Si Ahmed ben Azzouz, tous demeurant au douar Medjedba, fraction Oulad Sidi Ali, tribu des Zenatas, et domiciliés à Casablanca, boulevard de la Gare, n° 63, chez M^e Lycurgue, avocat, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis dans la proportion de 1/3 à Djilali, 1/3 à Ali et 1/3 à Ahmed et Hella, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bahirat Elezaz et Repliat Abad », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaoufa-nord, tribu des Zenatas, fraction Oulad Sidi Ali, douar Medjedba, à hauteur du km. 14 de la route de Casablanca à Tit Mellil, à 1 km. de la route près de la ferme Gray.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares, est limitée : au nord, par une piste de la route de Casablanca à Tit Mellil à l'oued Hassar ; à l'est, par le khalifat El Ghaï ben Ahmed, au douar et fraction Oulad Sidi Ali ; au sud, par une piste de la route

de Casablanca à l'oued Hassar ; à l'ouest, par la propriété dite « Habel Draï », réq. 7363 C., appartenant à Habib Draï, au douar Ouled Sidi Ali.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses mandants en vertu d'un acte d'adoul en date du 8 moharrem 1344 (29 juillet 1925), aux termes duquel Abdelkader et Mohamed, fils du caïd Esseïd Touhami leur ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7997 C.

Suivant réquisition en date du 29 août 1925, déposée à la Conservation le même jour, M. Legal Ernest, marié à dame Port Amélie, le 15 mai 1912, à Paris, sous le régime de la séparation de biens, suivant contrat passé devant M^e Braum, notaire à Saint-Maur-les-Fossés, le 12 mai 1912, demeurant et domicilié à Casablanca, avenue Mers-Sultan, n° 166, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lotissement Ain Seba, Ilot I », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ernest Legal II », consistant en terrain bâti, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, Aïn Seba Plage.

Cette propriété, occupant une superficie de 3.095 mètres carrés, est limitée : au nord, par le domaine public maritime ; à l'est, par M. Pontier, à Casablanca, rue de Tours, n° 16 ; au sud, par un boulevard du lotissement Krake, représenté par le séquestre des biens austro-allemands à Casablanca et par la voie ferrée ; à l'ouest, par M. Legal Charles, à Casablanca, avenue Mers-Sultan, n° 166.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un procès-verbal d'adjudication des biens de l'Allemand Krake, en date du 7 janvier 1924, approuvé par M. le Gérant général des séquestres à Rabat, le 26 janvier 1924, et d'un acte de partage en date du 7 août 1925, lui attribuant ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7998 C.

Suivant réquisition en date du 29 août 1925, déposée à la Conservation le même jour, M. Legal Charles, marié à dame Og Julie, le 13 février 1909, à Paris, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, suivant contrat reçu par M. Véron, notaire à Boissy-saint-Léger (Seine-et-Oise), le 1^{er} février 1909, demeurant et domicilié à Casablanca, avenue Mers-Sultan, n° 166, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lotissement Ain Seba Ilot I », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Charles Legal II », consistant en terrain bâti, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, à Ain Seba Plage.

Cette propriété, occupant une superficie de 3.095 mètres carrés, est limitée : au nord, par le domaine public maritime ; à l'est, par M. Legal Ernest, à Casablanca, avenue Mers-Sultan, n° 166 ; au sud, par un boulevard du lotissement Krake, représenté par le gérant séquestre des biens austro-allemands à Casablanca ; à l'ouest, par une rue de 12 mètres du lotissement précité.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un procès-verbal d'adjudication des biens de l'Allemand Krake, en date du 7 janvier 1924, approuvé par M. le Gérant général des séquestres à Rabat, le 26 janvier 1924, et d'un acte de partage en date du 7 août 1925, lui attribuant ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7999 C.

Suivant réquisition en date du 29 août 1925, déposée à la Conservation le même jour, M. Sellers Richard Wilcock, de nationalité anglaise, marié sans contrat à dame Napier Judith-Mary, le 17 décembre 1922, à Londres, représenté par son mandataire, M. Jamin Henry, demeurant et domicilié à Casablanca, rue de l'Horloge, n° 55, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire,

d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Villa Sellers », consistant en terrain bâti, située à Casablanca, Anfa supérieur (Boucle d'Anfa).

Cette propriété, occupant une superficie de 1.817 mètres carrés, est limitée : au nord, par une rue dénommée « Boucle d'Anfa », du lotissement de la Société Marocaine Immobilière d'Anfa supérieur, représentée par son administrateur délégué, M. Teste, à Casablanca, Anfa supérieur, et domicilié chez M. Jamin précité ; à l'est, par la Société Marocaine Immobilière d'Anfa supérieur susnommée ; au sud, par Si Soufi et consorts, à Casablanca, rue Djemmaa Chleuh ; à l'ouest, par la propriété dite « Flaxfields », réq. 7866 C., appartenant à M. Dartford, à Casablanca, Anfa supérieur, représenté par M. Jamin précité.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Casablanca, des 24 et 26 janvier 1925, aux termes duquel M. Teste Théophile, agissant en qualité de gérant de la Société Marocaine Immobilière d'Anfa supérieur, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Kouider », réquisition 6689^e, sise contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Boulhaut, tribu des Ziaida, fraction des Moualin El Outa, douar des Biod, dont l'extrait de réquisition d'immatriculation a paru au « Bulletin Officiel » du 5 août 1924, n° 615.

Suivant réquisition rectificative en date du 2 septembre 1925, l'immatriculation de la propriété dite : « Kouider », réq. 6689 C., est poursuivie désormais sous la nouvelle dénomination de « La Californie » et au nom de M. Ducrocq Georges-Albert, marié à dame Marguerite Villain, à Paris, le 18 novembre 1903, mais séparé de biens, suivant jugement du tribunal de première instance des Andelys (Eure), du 1^{er} juillet 1914, qui a acquis cet immeuble suivant acte sous seings privés en date du 2 septembre 1925, déposé à la Conservation.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Bledat Mohamed ben Cheikh Bouchaïb », réquisition 7217^e, sise contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Camp Boucheron, tribu des Mdakras, fraction des Oulad Sebbah, près de Dar Caïd Ould El Farjia, sur une piste allant de Médiouna à Ben Ahmed, dont l'extrait de réquisition d'immatriculation a paru au « Bulletin Officiel » du 3 février 1925, n° 641.

Suivant réquisition rectificative en date du 31 août 1925, l'immatriculation de la propriété dite : « Bledat Mohamed ben Cheikh Bouchaïb », réq. 7217 C., est poursuivie désormais au nom des requérants primitifs, à l'exclusion des nommées Hadja M'Barka et Hadja Aïcha, qui ont abandonné leurs droits, la première par un acte de donation en faveur de Mohamed ben Cheikh Bouchaïb, co-requérant primitif, en date du 15 chaoual 1337, et la seconde à la suite de l'attribution qui lui a été faite de la septième parcelle visée dans la réquisition primitive, qui est exclue de ce fait de la procédure d'immatriculation ; cette attribution étant constatée par acte en date du 4 chaabane 1343 (28 février 1925).

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Gladys Cottage », réquisition 7239^e, située à 15 kilomètres environ à l'est de la route de Mazagan, tribu des Hedami, contrôle civil de Chaouïa-centre, dont l'extrait de réquisition d'immatriculation a paru au « Bulletin Officiel » du 10 février 1925, n° 642.

Suivant réquisition rectificative en date du 7 septembre 1925, M. de Boissière, Ernest-Marie-Louis-Gustave, célibataire, demeurant

à Bir Djedid Saint-Hubert, a demandé que l'immatriculation de la propriété précitée soit désormais poursuivie en son nom, par suite du décès survenu à Casablanca, le 12 juillet 1925, de M. de Boissière Marie-Joseph-Antoine-Gustave, son père, requérant primitif, dont il est le seul héritier.

*Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.*

IV. — CONSERVATION DE MARRAKECH

Réquisition n° 691 M.

Suivant réquisition en date du 1^{er} septembre 1925, déposée à la Conservation le même jour, Si el Madani ben Ahmed ben Djilani, marié selon la loi musulmane, à dame El Alia bent Si Mohammed, en 1334, au douar Brahim, fraction Beni Hassan, tribu des Rehamna, et à dame Fatma ben Sbaï, en 1341, au même lieu, demeurant et domicilié au douar Ouled Brahim susvisé, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dar el Hamra », consistant en terrains de culture, située cercle des Rehamna Sraghna, tribu des Rehamna, fraction des Beni Hassan, douar des Ouled Brahim, à 64 km. de Marrakech, au lieu dit « Djebil », près de la piste de Foun el Mechraa.

Cette propriété, occupant une superficie de 8 hectares, est limitée : au nord, par El Hadj Brik ben Djilali, demeurant douar Ouled Amar ; à l'est, par Tahar ben el Bachir, demeurant douar Ouled Naceur ; au sud, par la piste allant à Foun el Mechraa ; à l'ouest, par les Ouled Mehidi, demeurant douar Ouled Naceur.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukya en date du 6 ramadan 1342 (11 avril 1924), homologuée, établissant ses droits sur ladite propriété.

*Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech p. i.,
EUZEN.*

Réquisition n° 692 M.

Suivant réquisition en date du 2 septembre 1925, déposée à la Conservation le même jour, El Ayadi ben el Hachemi Errhamani, caïd de la tribu des Rehamna, marié selon la loi musulmane, demeurant et domicilié à Marrakech, Kaa el Naghraa, zaouia El Abbassia, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Feddan el Arian », consistant en terres de labours, située cercle des Rehamna Sraghna, tribu des Rehamna, sur l'ancienne piste Zemrania, à 3 km. à l'est du marabout de Sidi Belkacem.

Cette propriété, occupant une superficie de 400 hectares, est limitée : au nord, par un mesref et au delà par Moulay Djilali Djaïdi, demeurant au douar Moulay Djilali ; au nord-est, par la séguia Djaïdat et au delà par le même ; à l'est, par la séguia Djaïdat et un mesref et au delà par Mohammed Djaïdi, demeurant sur les lieux ; au sud, par l'ancienne route de Marrakech au Zemrane, et au delà par la propriété de la société « Les Olivettes Marocaines », représentée par M. Gilles, demeurant à Marrakech-Guéliz ; à l'ouest, par un mesref et au delà les biens sous séquestre de Moulay Hafid, représenté par M. Favereau, directeur du service des domaines, à Rabat, gérant de ces biens.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte en date du 6 hija 1329 (28 novembre 1911), homologué, aux termes duquel Djilani ben Khalifa et consorts lui ont vendu ladite propriété.

*Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech p. i.,
EUZEN.*

Réquisition n° 693 M.

Suivant réquisition en date du 2 septembre 1925, déposée à la Conservation le même jour, El Ayadi ben el Hachemi Errhamani, caïd de la tribu des Rehamna, marié selon la loi musulmane, demeurant et domicilié à Marrakech, Kaa el Naghraa, zaouia El Abbassia, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Argoub », consistant en bâtiments et terres de culture, située cercle des Rehamna Sraghna, tribu des Rehamna, près du marabout

de Sidi Ali ben Hamou et de l'ancienne piste de Marrakech à Sidi Rahal.

Cette propriété, occupant une superficie de 1.000 hectares, est limitée : au nord, par l'oued Massine ; à l'est, par l'oued Massine, la séguia de l'oued Massine et au delà Si Brik ben Hachemi, demeurant zaouia Sidi bel Abbès, à Marrakech ; au sud-est, par Si Brik ben Hachemi précité, le mesref Agafai et au delà Bouabid ben Tahar Laadham, demeurant Kaa el Mechraa, zaouia Sidi bel Abbès Marrakech ; au sud, par le Sebb Hudia, et au delà par Mohammed Boukhabza, demeurant au Souk el Tleta des Minzat, tribu des Mesfioua, et par Si Hadj Thami el Mezouari el Glaoui, pacha de Marrakech ; au sud-ouest, par l'oued Tighzrit et au delà par Si Hadj Thami el Mezouari el Glaoui précité et par la société « Les Olivettes Marocaines », représentée par M. Gilles, demeurant à Marrakech-Guéliz ; à l'ouest, par la piste de Sidi Daoud au Souk el Had Rass el Ain, et au delà par Mohammed ben Abbès Mahzouli ; Nacer ben Ali, Abbès ben Allan, Maati ben Abdeslam, tous demeurant au douar Mhazel, tribu des Rehamna et par Ahmed Mansouri, demeurant à Marrakech, quartier Assoual, derb Lalla bent Amri.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre que des droits d'eau consistant en 6 ferdiats $\frac{1}{2}$ sur 14 noubas à prélever sur l'oued Ghat « Oued Sidi Rahal », et qu'il en est propriétaire en vertu de quatre actes d'adoul en date des 7 chaoual 1328 (12 octobre 1910), fin kaada 1328 (3 décembre 1910), fin rebia 1329 (23 avril 1910), 12 safar 1331 (21 janvier 1913), homologués aux termes desquels Ahmed ben Zina (1^{er} acte), Abderrahman ben Hadj Mamoun (2^e acte), Hachen Oued Hadj Maati et consorts (3^e acte) et Kadour ben M'Hamed et consorts (4^e acte) lui ont vendu ladite propriété.

*Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech p. i.,
EUZEN.*

Réquisition n° 694 M.

Suivant réquisition en date du 7 mars 1925, déposée à la Conservation le 2 septembre 1925, M. Espinosa José Antonio, commerçant, marié à dame Maturana Filomona, le 18 juillet 1900, à Oran, sans contrat, demeurant et domicilié à Safi, rue du Puits, n° 1, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Conception », consistant en constructions à usage d'habitation, située à Safi, quartier du R'bat, rue du Puits, n° 1.

Cette propriété, occupant une superficie de 135 mètres carrés environ, est limitée : au nord, par les héritiers du fkih Ben Thami La'ou, représentés par Allal ben Hamou, demeurant derb Scala, à Safi ; à l'est, par Allal ben Majoub el Ouakedi, demeurant rue du Rbat, à Safi ; au sud, par la rue du Puits ; à l'ouest, par le domaine privé de l'Etat chérifien et par Hadj Aomar Allal, demeurant à Safi, 6, rue du Rbat.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre qu'une hypothèque consentie au profit de Mme veuve Mauri Pantaléon, née Maso Béatrix, demeurant à Safi, pour sûreté d'un prêt de la somme de neuf mille soixante-quinze francs (9.075 fr.), capital, intérêts, frais et accessoires, en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Safi, du 20 janvier 1925, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 22 reheb 1343 (16 février 1925), homologué, aux termes duquel l'Etat chérifien (service des domaines) lui a vendu ladite propriété.

*Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech p. i.,
EUZEN.*

Réquisition n° 695 M.

Suivant réquisition en date du 5 septembre 1925, déposée à la Conservation le 7 du même mois : 1^o Hassan ben Haj Djilali Zemrani Hamouchi, marié selon la loi musulmane à Zohra bent Laoussine, il y a trente-trois ans environ, au douar Ouled Amouch, tribu Zemran, et à Fatima bent Embarek il y a trente ans environ, au même douar ; 2^o Si el Ghali ben Omar ben Haddi, marié selon la loi musulmane à El Khoda bent el Haj Hammadi, il y a quarante ans environ, au même douar, tous deux demeurant et domiciliés au douar susvisé, fraction des Ouled Amouch, tribu Zemran, annexe de Sidi Rahal, ont demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaires indivis par parts égales d'une propriété dénommée : « Sekouma », à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de : « Se-

kouma I », consistant en terrains de culture, située annexe de Sidi Rahal, tribu Zemran, fraction des Ouled Amouch, à 32 km. environ de Marrakech.

Cette propriété, occupant une superficie de 7 hectares, est limitée : au nord, par l'Etat chérifien (domaine privé); à l'est, par El Haj Mohammed el Abdelkrim et par El Haj Laoussine el Bennaï, tous deux demeurant à Marrakech, quartier Sepline, derb Djedid ; au sud, par Saïd ben Sliman, demeurant au douar des Ouled Amouch; à l'ouest, par le requérant et par Rahal ben Amor, demeurant au douar Ouled Amouch.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 18 chaoual 1327 (3 novembre 1909), aux termes duquel Mohammed ben Larbi leur a vendu ladite propriété.

(La présente réquisition fait opposition à la délimitation domaniale de la propriété dite : « Bled Sekouma. »)

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech, p. i.,
EUZEN.

V. — CONSERVATION DE MEKNÈS

Réquisition n° 554 K.

Extrait publié en exécution de l'art. 4 du dahir du 24 mai 1922.

Suivant réquisition en date du 19 août 1925, déposée à la Conservation le même jour, M. Selve Louis-Emile-Henry, colon, marié à dame Bouffard Françoise-Odette, sans contrat, le 11 juillet 1921, à Taza, demeurant et domicilié à Aïn Taoudjat (par Meknès), a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Merzouka lot n° 4 », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Merzouka », consistant en terres de culture et ferme, située à Aïn Taoudjat (bureau de renseignements d'El Hajeb), tribu des Beni M'Tir.

Cette propriété, occupant une superficie de 304 hectares, est limitée : au nord, par un chemin d'exploitation non dénommé ; au sud, par la voie du chemin de fer du Tanger-Fès ; à l'est, par M. Cohen, sur les lieux (lot n° 5) ; à l'ouest, par M. Isnard, sur les lieux (lot n° 3).

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre que les obligations et conditions prévues au cahier des charges établi pour parvenir à la vente du lotissement et à l'article 3 du dahir du 22 mai 1922, portant notamment interdiction d'aliéner, sans autorisation du service des domaines et affectation de l'immeuble à la sûreté du solde du prix de vente par hypothèque au profit de l'Etat chérifien, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un procès-verbal d'attribution en date du 5 septembre 1924, aux termes duquel l'Etat chérifien lui a vendu ladite propriété.

Les délais pour former opposition, ou déposer des demandes d'inscription à la présente réquisition expirent dans un délai de quatre mois à compter du jour de la publication au présent *Bulletin officiel*.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès,
ROLLAND.

Réquisition n° 555 K.

Suivant réquisition en date du 3 juillet 1925, déposée à la Conservation le 21 août 1925, M. Darcet Louis, chef de service au Crédit national à Paris, marié à dame Bruzau Berthe, le 3 juin 1920, à Lourdes, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, suivant contrat passé devant M° Barbe, notaire à Tarbes, demeurant à Paris, 41, rue Vanneau, et domicilié à Meknès, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « El Assama », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Assama », consistant en terrain de culture avec bâtiments, située à Meknès-banlieue, tribu des Guerrouane du Nord, lieudit El Assama, sur la route de Petitjean à Meknès, km. 114.

Cette propriété, occupant une superficie de 250 hectares, est limitée : au nord, par la route de Petitjean à Meknès, et M. d'Hardemare, colon à El Hamma (contrôle civil de Petitjean) ; à l'est, par l'oued Hamma et Allal ben Ahmed el Hasnaoui, sur les lieux, aux Ouled Youssef (contrôle civil de Petitjean) ; au sud, par un chemin allant à la source d'Aïn Khla, et Allal ben Ahmed el Hasnaoui Yous-

sefi et consorts, sur les lieux ; à l'ouest, par un ravin non dénommé et Abdelkader ben Hadj Larbi, fraction des Ouled Boujenou, tribu des Beni Ahsen (contrôle civil de Petitjean).

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Meknès, du 2 août 1924, aux termes duquel Allal ben Ahmed el Hasnaoui el Youssefi et Abdelkader ben Tahar el Hasnaoui el Youssefi et consorts lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès,
ROLLAND.

Réquisition n° 556 K.

Suivant réquisition en date du 3 juin 1925, déposée à la Conservation le 27 août 1925, 1° Haj Omar ben Abdelkrif Tazi, vizir des domaines, marié selon la loi musulmane, à Fès, en 1899, demeurant à Rabat, avenue Dar el Maghzen, n° 14, agissant tant en son nom personnel qu'au nom et pour le compte de : 1° Messaoud Benjio, négociant, célibataire, demeurant à Tanger, Zenqat Souani ; 2° Ruben Benshimon, négociant, marié selon la loi mosaïque, à dame Mzalto, en l'an 1320, demeurant à Fès, rue Sidi Bou Nafaa, n° 10 et domicilié à Fès, chez M° Réveillaud, avocat, 4, rue du Douh, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire dans la proportion de 25 % pour lui et 37,50 % pour chacun de ses copropriétaires, d'une propriété dénommée « Bled Mernissi », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Tazi XX », consistant en terres de labour, située à Fès, ville nouvelle, lieudit Zouagha.

Cette propriété, occupant une superficie de 3 hectares, est limitée : au nord, par MM. Perez et Coudert, minotiers à Fès, ville nouvelle, et le requérant ; à l'est, par le domaine privé de l'Etat chérifien ; au sud, par les héritiers de Hadj Taleb Lazreg et Si Abdeslem ben Haj Taleb, à Fès, derb Bel Ayoun ; à l'ouest, par M. Chastenot, représenté par M. Barrau, directeur de la Compagnie Marocaine, à Fès-Médina.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec les susnommés pour l'avoir acquis de M. Azuelos, suivant acte sous seings privés en date, à Fès, du 5 juillet 1921, M. Azuelos l'ayant lui-même acquise de M. A. Elmaleh, propriétaire, en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Fès, du 1^{er} juillet 1920, lequel l'avait acquise de Mohamed ben Larbi el Mernissi, suivant acte d'adoul homologué en date, à Fès, du 11 reheb 1331 (16 juin 1913).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès,
ROLLAND.

Réquisition n° 557 K.

Suivant réquisition en date du 26 août 1925, déposée à la Conservation le 29 août 1925, Mlle Amélie Marsat, sœur de charité, demeurant à Rabat, 12, boulevard de la Tour-Hassan, et domiciliée chez Mme Le Gariel, 2, boulevard El Haboul, Meknès, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Eperou du Collège, Terrains Habous » à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de : « S.F. », consistant en terrain vague, située à Meknès ville nouvelle, près la place Poeymirau.

Cette propriété, occupant une superficie de 6.000 mètres carrés, est limitée : au nord, à l'est et à l'ouest par des rues non dénommées ; au sud, par le Service de l'agriculture et de l'élevage.

La requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul homologué, en date du 13 chaabane 1343 (9 mars 1925), aux termes duquel le nadir des Habous Si Ahmed Sbihi lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès,
ROLLAND.

Réquisition n° 558 K.

Extrait publié en exécution de l'art. 4 du dahir du 24 mai 1922.

Suivant réquisition en date du 1^{er} septembre 1925, déposée à la Conservation le 8 septembre 1925, M. Cohen Joseph, colon, célibataire, demeurant et domicilié à Aïn Taoudjat (Meknès), a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Lot n° 5 », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Arras », consistant en terres de culture avec bâtiments, située à Aïn Taoudjat (par Meknès).

Cette propriété, occupant une superficie de 317 hectares, est limitée : au nord, par M. Leaune, colon, propriétaire du lot n° 12, sur les lieux ; à l'est, par les domaines ; au sud, par le Tanger-Fès ; à l'ouest, par M. Selve Louis, colon, propriétaire du lot n° 4, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre que les obligations et conditions prévues au cahier des charges établi pour parvenir à la vente du lotissement et à l'article 3 du dahir du 22 mai 1922, contenant notamment affectation hypothécaire de l'immeuble à la sûreté du solde du prix de vente, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un procès-verbal d'attribution en date à Rabat du 1^{er} octobre 1922, aux termes duquel l'Etat chérifien lui a vendu ladite propriété.

Les délais pour former opposition ou déposer des demandes d'inscription à la présente réquisition expirent dans un délai de quatre mois à compter du jour de la publication au présent *Bulletin officiel*.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès,
ROLLAND.

Réquisition n° 559 K.

Suivant réquisition en date du 8 septembre 1925, déposée à la Conservation le même jour, Si Abdelkader ben M'Hamed Benkiran, propriétaire, marié selon la loi musulmane en 1325, demeurant à Fès, 31, derb El Mohkfa, et domicilié à Fès, chez M^e Reveillaud, avocat, 4, rue du Douh, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Benkiran », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Dar Benkiran n° 1 », consistant en maison, située à Taza-Médina, derb Sebelma.

Cette propriété, occupant une superficie de 150 mètres carrés, est

limitée : au nord, par Haj Mohamed el Hajoui, à Fès, rue Oued-Rechacha ; à l'est, par les Ouled bel Hayachi, sur les lieux ; au sud, par le cheikh Ould Moulay Abdelaziz, sur les lieux ; à l'ouest, par Haj Mohamed el Hajoui susnommé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukha homologuée, en date du 10 rebia II 1341 (30 novembre 1922).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès,
ROLLAND.

Réquisition n° 560 K.

Suivant réquisition en date du 8 septembre 1925, déposée à la Conservation le même jour, Si Abdelkader ben M'Hamed Benkiran, propriétaire, marié selon la loi musulmane en 1325, demeurant à Fès, 31, derb El Mohkfa, et domicilié à Fès chez M^e Reveillaud, avocat, 4, rue du Douh, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Dar Brahim Soussi », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Dar Benkiran n° 2 », consistant en terrain à bâtir, située à Taza-Médina, triq Bab-Herreh.

Cette propriété, occupant une superficie de 200 mètres carrés, est limitée : au nord, par la rue Triq-Bab-Herreh ; à l'est, au sud et à l'ouest, par le requérant.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de vente homologué, en date du 29 kaada 1343 (31 juin 1925), aux termes duquel Sid Brahim ben el Hassan ben Mohamed Essoussi lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès,
ROLLAND.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES (1)

I. — CONSERVATION DE RABAT

Réquisition n° 1590 R.

Propriété dite : « Les Buissonnettes », sise banlieue de Salé, lieu dit « Tabriket ».

Requérant : M. Deltour Louis-Jules, ingénieur, demeurant à Rabat, villa Fossé, avenue Père-Foucauld, et domicilié à Rabat, rue du Lieutenant-Revcl, chez M. Guercin, architecte expert.

Le bornage a eu lieu le 6 décembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 1754 R.

Propriété dite : « Berber », sise à Kénitra, route de Fès, entre la maison cantonnière et le bureau des droits de portes.

Requérant : M'Hammed ben Hassen Berber, négociant, demeurant à Kénitra, ville indigène, domicilié à Kénitra, boulevard Petit-jean, chez M^e Malère, avocat, son mandataire.

Le bornage a eu lieu le 7 avril 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 1755 R.

Propriété dite : « Lotissement Daoudi », sise à Kénitra, route de Fès, entre la maison cantonnière et le bureau des droits de porte.

Requérant : Si Mohamed ben Omar Daoudi, demeurant à Kénitra, ville indigène, domicilié à Kénitra, chez M^e Malère, son mandataire.

Le bornage a eu lieu le 7 avril 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 1762 R.

Propriété dite : « Azib Selghoua », sise contrôle civil de Mechra bel Ksiri, annexe d'Had Kourt, caïdat Krafès, tribu des Beni Malek, fraction des Oulad Selghoua, lieu dit : « Azib Selghoua et Baabcha ».

Requérants : 1° Selham ben Djilani Helhoul ; 2° Kamela bent Djilani Mouni, veuve de Mokadem Djilani Helhoul ; 3° Khedidja bent Djilani Helhoul, représentés par M'hamed Cherqi Matougui, demeurant au douar des Ouled Setti, tribu des Beni Malek, ayant fait élection de domicile à Rabat, avenue Dar-el-Makhzen, chez M. Guay Francis, agissant tant en leur nom personnel qu'en celui de leurs co-propriétaires indivis ; 4° Daouia bent Ali el Ksiri Hasnaoui, veuve de Mokadem Djilani Helhoul ; 5° Requia ; 6° Mennana ; 7° Amina, ces trois dernières filles de Mokadem Djilani Helhoul ; 8° Rahma bent el Hachemi Dghoughi, veuve d'Abdeslam ben Djilani Helhoul et ses enfants : 7° Taieb, 2° Mohamed, 3° Chlek ; 4° Yafina et 5° Khouda bent Abdeslam, mariée à Mohamed ould Semsala Hammadi ; 9° Mekka bent el Haj Mohammed Sebahi Zouaidi, veuve d'Abdeslam susnommé et ses enfants : 1° Qacem, 2° Larbi, 3° Mostefa, 4° Fathma, mariée à Driss ben Zizoun ; et 10° des autres enfants d'Abdeslam : 1° Allal, 2° Oum Keltoun, 3° Zohra, 4° Yzza, 5° Khedidja, 6° Rahma ; 11° Fadila, mère d'Abdeslam susnommé, demeurant tous au douar des Ouled Helhoul, tribu des Beni Malek ; 12° M. Dumittan Paul, demeurant à Rabat, boulevard Clemenceau.

Le bornage a eu lieu le 27 février 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA

REOUVERTURE DES DELAIS
pour le dépôt des oppositions (art. 29 du dahir du 12 août 1913, modifié par le dahir du 10 juin 1918).

Réquisition n° 5866 G.

Propriété dite : « Dar Caïd ben Larbi », sise à Casablanca, rue Djemaa-es-Souk.

(1) NOTA. — Le dernier délai pour former des demandes d'inscription ou des oppositions aux dites réquisitions d'immatriculation est de deux mois à partir du jour de la présente

publication. Elles sont reçues à la Conservation, au Secrétariat de la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Cadi.

Requérant : Si Haj-Ahmed ben Larbi el Mediouni el Bidaoui, demeurant à Casablanca, 42, rue Djemaa-es-Souk.

Les délais pour former opposition sont ouverts pendant un délai d'un mois, sur réquisition de M. le Procureur commissaire du Gouvernement, en date du 2 septembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,

BOUVIER.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES

Réquisition n° 4712 C.

Propriété dite : « Boudik et Bouchiker », sise contrôle civil de Chaouïa-Nord, annexe de Boucheron, tribu des M'Dakra, fraction des Ouled Azzouz.

Requérants : Mohammed ben Moussa el Medkouri Essebahi el Azouzi et son fils Moussa, demeurant fraction des Ouled Azouz, tribu des M'Dakra.

Le bornage a eu lieu le 23 septembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 5981 C.

Propriété dite : « Immeuble Saint-Alfred », sise contrôle civil de Chaouïa-Nord, tribu des Zenatas, fraction Zaoughat, à hauteur du km. 23,500 de la route de Rabat, à 1 km. au nord.

Requérants : Mme Gueydan, Gertrude-Eléonore, veuve de M. du Buisson Alfred; 2° Mme du Buisson Charlotte, épouse de M. Chevalier Régis; 3° M. Lebourgeois Félix-Alphonse, tous domiciliés chez M. Marage, 217, boulevard de la Liberté, à Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 4 mai 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6336 C.

Propriété dite : « Kosbia », sise contrôle civil de Chaouïa-Nord, tribu des Zenatas, douar Moualin el Arsa.

Requérant : El Miloudi ben Mohammed el Haddaoui el Bou Azizi, demeurant au douar Moualin el Arsa, fraction des Ouled Maazza, tribu des Zenatas, domicilié à Casablanca chez M^e Dumas, avocat.

Le bornage a eu lieu le 24 février 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6357 C.

Propriété dite : « Argentine II », sise contrôle civil de Chaouïa-Nord, tribu de Médiouna, à 8 km. de Casablanca et à 500 mètres au nord de la route allant à Camp-Boulhaut.

Requérant : M. Nahan Moses, domicilié à Casablanca, chez M. Jamin, 55, rue de l'Horloge.

Le bornage a eu lieu le 26 décembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6655 C.

Propriété dite : « Talaa el Kheir », sise contrôle civil de Chaouïa-Nord, annexe de Boulhaut, tribu des Ziada, fraction des Gouassem, lieu dit « Talaa el Hamar ».

Requérants : 1° Fequih Sidi Mohamed Souffi bel Caïd Ziadi el Beidhaoui; 2° Sidi Mohamed ben Mellouk, dit aussi « Mohammed ben Mellouk »; 3° Sidi Bendaoud ben Bouchaïb ez Ziadi el Kasmi, tous trois domiciliés à Casablanca, rue Djemaa-Chleuh, 34.

Le bornage a eu lieu le 27 février 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6716 C.

Propriété dite : « Dehar el Kebir II », sise contrôle civil de Chaouïa-Nord, tribu de Médiouna, fraction des Ouled Messaoud, lieu dit « Anfa Supérieur ».

Requérants : 1° Zohra bent Zeroual el Mediouna; 2° Amina bent Zeroual el Messaoudia; 3° Ahmed ben Moulay Yacoub; 4° Fathma bent Moulay Yacoub; 5° Mohamed ben Abdelkader dit « Ettandji »; 6° Slimane ben Mohamed, tous domiciliés à Casablanca chez M^e Roland, avocat, avenue Mers-Sultan.

Le bornage a eu lieu le 19 février 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7706 C.

Propriété dite : « Bled Zouirat », sise contrôle civil de Chaouïa-Nord, tribu de Médiouna, à 2 km. à l'est de Tit Melil, lieu dit « Zouirat ».

Requérant : M. Perdrigeat Marcel, demeurant et domicilié à Tit Melil.

Le bornage a eu lieu le 31 août 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

III. — CONSERVATION D'OUIDA

Réquisition n° 902 O.

Propriété dite : « Zeghamim », sise contrôle civil d'Oujda, tribu des Ouled Ahmed ben Brahim, à 6 km. environ au nord de la ville d'Oujda et à 100 m. environ à l'est de la route n° 18 d'Oujda à Martimprey.

Requérant : M. Tebouf ou Touboul Maklouf, négociant, demeurant à Oujda, avenue de France.

Le bornage a eu lieu le 28 mars 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.,
G. MOREAU.

Réquisition n° 1036 O.

Propriété dite : « Villa Georgette I », sise ville d'Oujda, rues d'Alger et d'Agadir.

Requérant : M. Vidal Jean-Baptiste, cultivateur, demeurant à Oujda, avenue d'Algérie, n° 43.

Le bornage a eu lieu le 7 avril 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.,
G. MOREAU.

Réquisition n° 1059 O.

Propriété dite : « Yalou-Thévenot », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Mengouche du Nord, douar Khellad, à 1 km. environ à l'ouest de Regada, à proximité de la route n° 401 de Berkane à Martimprey.

Requérant : M. Thévenot Claude-Antoine, propriétaire, demeurant à Berkane.

Le bornage a eu lieu le 20 janvier 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.,
G. MOREAU.

Réquisition n° 1156 O.

Propriété dite : « Triffa n° 10 », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Triffa, à 10 km. environ au nord-est de Berkane, de part et d'autre des pistes de Sidi Amara à Hassi Smia et à Adjeroud.

Requérant : M. Graf Charles, employé de commerce, demeurant à Alger, rue Berlioz, n° 2, et domicilié chez M. Speiser, à Berkane.

Le bornage a eu lieu le 17 juillet 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.,
G. MOREAU.

IV. — CONSERVATION DE MARRAKECH

NOUVEL AVIS DE CLOTURE DE BORNAGE

Réquisition n° 417 M.

Propriété dite : « Dar Moulay Idriss », sise à Marrakech-Médina, Kasbah-Médina

Requérant : Moulay Tahar ben Lahcen, demeurant à Marrakech-Médina, quartier de la Kasbah, derb Sebata, Kribat Nhas, n°s 14 et 16, agissant en son nom personnel, comme titulaire d'un droit de zina ci au nom de l'Etat chérifien (domaine privé), comme propriétaire du sol.

Le bornage a eu lieu le 23 mars 1925.

Le présent avis annule celui paru au *Bulletin officiel* du 14 juillet 1925, n° 664.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech, p. i.,
EUZEN.

AVIS DE CLOTURE DE BORNAGE

Réquisition n° 471 M.

Propriété dite : « Lella Akila », sise contrôle civil des Abda Ahmar, tribu des Abda, piste de Souk el Had au Souk el Khemis, fraction des Ouled Ali, lieu dit « Lella Akila ».

Requérant : M. Braunschwig Georges-Gabriel, demeurant à Casablanca, rue Aviateur-Rogel, n° 22, représenté par M. Nahon Abraham-Haïm, demeurant à Casablanca, avenue du Général-Drude.

Le bornage a eu lieu le 15 juin 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech D. i.
EUZEN.

ANNONCES

La Direction du « Bulletin Officiel » décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces

Annonces légales, réglementaires et judiciaires

Société en commandite par actions « CHAMSON & Co » (Publication légale)

Aux termes d'un acte sous signature privée, enregistré à Alais (Gard), le 7 août 1925, M. Théodore-Abel Chamson, négociant, demeurant à Calhian (Var), a établi les statuts d'une société en commandite par actions. De ces statuts, il a été extrait littéralement ce qui suit :

Article premier. — Il est formé par ces présentes une société en commandite par actions qui existera entre M. Chamson comme seul gérant responsable, et les propriétaires des actions ci-après créées comme simples commanditaires.

Cette société sera régie par la législation en vigueur du lieu du siège social et par les présents statuts.

Art. 2. — La société a pour objet toutes affaires commerciales au Maroc, en France, en tout autre lieu, et notamment les opérations d'importation, d'exportation, de représentation, de transport, de navigation maritime ou fluviale, d'affrètement ou d'armement.

La création ou l'acquisition et l'exploitation d'agences ou de comptoirs ou de tout établissement commercial, industriel, agricole ou d'élevage, susceptibles de servir au développement de sociétés moyennant d'action de la société ;

La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations commerciales, agricoles ou industrielles, pouvant se rattacher à l'un des objets précités, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, souscription ou achat de titres ou droits sociaux, fusion, association, en participation ou autrement ;

Et généralement toutes opé-

rationnelles, agricoles, industrielles, agricoles, immobilières, mobilières et financières, se rattachant directement ou indirectement aux objets ci-dessus spécifiés.

Art. 3. — La raison et la signature sociale sont « Chamson et Cie ».

Art. 4. — La durée de la société est de cinquante années qui commenceront à courir du jour de sa constitution, sauf les cas de dissolution anticipée et de prorogation prévus aux présents statuts.

Art. 5. — Le siège social est fixé à Safi (Maroc). Il pourra être transféré dans toute autre ville du Maroc par simple décision du gérant, et à Paris, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale des actionnaires, prise conformément à l'article 42 ci-après.

Art. 6. — Le capital social est fixé à quatre cent mille francs. Il est divisé en huit cents actions de cinq cents francs chacune.

Art. 7. — Le montant des actions à souscrire est payable soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet : un quart lors de la souscription, un quart dans le mois qui suivra la constitution de la société, et le surplus en une ou plusieurs fois, en vertu des délibérations du conseil de surveillance qui fixera l'importance de la somme appelée, ainsi que le lieu et l'époque auxquels les versements devront être effectués.

Art. 20. — La société est administrée par M. Chamson, seul gérant responsable, qui a la direction exclusive des affaires de la société, et la signature sociale dont il ne peut faire usage que pour les besoins de la société.

Le gérant a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes

circonstances et pour faire en conséquence toutes les opérations se rattachant à son objet, tel qu'il est déterminé par l'article 2. Ces pouvoirs comprennent notamment ceux de créer toutes succursales, nommer, révoquer tous directeurs et agents de la société, fixer leurs traitements et avantages fixes et proportionnels ; faire tous traités et marchés au comptant ou à terme ; transiger, compromettre, ester en justice, donner tous désistements et mainlevées, avec ou sans paiement.

Toutefois les emprunts autres que les crédits de banque, les achats, échanges, hypothèques et ventes d'immeuble devront être autorisés par une délibération de l'assemblée générale ordinaire, à moins que l'opération envisagée ne dépasse pas soixante-quinze mille francs.

Art. 26. — Il est créé un conseil de surveillance, composé de trois actionnaires au moins et de sept au plus, nommés par l'assemblée générale, et qui représente les actionnaires dans leurs rapports avec la gérance.

Art. 35. — L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires ; ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les dissidents et les incapables.

Art. 36. — L'assemblée générale se tient chaque année avant la fin du mois d'octobre, aux jour, heure et lieu désignés par le conseil de surveillance.

Art. 37. — L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre de leurs actions.

Nul ne peut y représenter un actionnaire s'il n'est lui-même actionnaire.

Les actionnaires doivent, pour assister à l'assemblée, dé-

poser leurs titres cinq jours au moins avant la réunion, au siège social ou dans tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Art. 38. — L'assemblée est présidée par le président du conseil de surveillance, assisté des deux plus forts actionnaires présents et acceptant comme scrutateurs. Le bureau ainsi formé désigne le secrétaire.

Il est tenu une feuille de présence qui est certifiée par le bureau.

Art. 39. — Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents, sauf dans les cas prévus à l'article 42 ci-après. En cas de partage, la voix du président est prépondérante. Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède et représente de fois dix actions.

Art. 40. — Pour que ses délibérations soient valables, l'assemblée générale ordinaire (annuelle ou convoquée extraordinairement) doit réunir le quorum fixé par l'article 29 de la loi du 24 juillet 1867.

Art. 41. — L'assemblée générale annuelle ou ordinaire a notamment les pouvoirs suivants :

Elle entend les rapports présentés par le conseil de surveillance sur les affaires sociales ;

Elle discute, approuve, ou rejette le bilan et les comptes ou en demande le redressement ;

Elle détermine l'emploi des bénéfices et fixe les dividendes ;

Elle nomme les membres du conseil de surveillance..... ;

Enfin elle peut prononcer et statuer sur tous les objets ci-après prévus, mais dans ce cas, en ce qui concerne les objets ainsi mis extraordinairement à l'ordre du jour, elle devient extraordinaire et est soumise aux conditions des

délibérations des assemblées extraordinaires, suivant la nature des décisions à prendre.

Art. 42. — L'assemblée générale extraordinaire peut, sur la proposition du conseil de surveillance : augmenter le capital social ; réduire le capital social ; amortir le capital social ; décider la transformation de la société en société anonyme ; apporter à toutes sociétés en formation ou constituées la totalité de l'actif social ;

Trécider toutes fusions ou alliances de la société avec d'autres, soit par voie d'apports, soit par tous autres modes ;

Décider la prorogation de la société ; décider également la dissolution de la société, même en l'absence de toutes pertes du capital social, et pour des causes dont l'assemblée générale appréciera souverainement l'importance et l'opportunité. Dans tous les cas prévus ci-dessus, l'assemblée n'est régulièrement constituée et ne délibère valablement que si elle est composée d'un nombre d'actionnaires représentant les trois quarts au moins du capital social.

Les assemblées prévues au présent article se composent de tous les actionnaires, quel que soit le nombre de leurs actions, pourvu qu'elles aient été libérées des versements exigibles. Ses délibérations sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents. Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions sans limitation.

Art. 43. — L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre. Toutefois le premier exercice comprendra le temps écoulé du jour de la constitution définitive de la société jusqu'au 31 décembre 1926.

Art. 46. — Les produits annuels, déduction faite de tous les amortissements, charges sociales et frais généraux, constituent les bénéfices nets. Les charges sociales comprennent notamment l'intérêt et l'amortissement de tous emprunts, les traitements fixes et proportionnels, sous quelque forme et dénomination que ce soit, et notamment l'attribution d'une part sur les bénéfices à la direction, aux agents et employés, les frais d'administration, de contrôle, et de toutes attributions conférées par le conseil. Le conseil de surveillance fera subir aux immeubles, fonds de commerce, matériel, et en général à tous éléments de l'actif les amortissements qu'il jugera convenables.

Il en sera de même pour les dépenses de frais de constitu-

tion et sur le compte de premier établissement.

Art. 47. — Sur les bénéfices annuels, déterminés ainsi qu'il est dit à l'article précédent, il sera d'abord prélevé :

1° Cinq pour cent pour constituer un fonds de réserve, ce prélèvement devenant facultatif lorsque la réserve a atteint le dixième du capital social, pour reprendre ensuite son cours si elle vient à être entamée ;

2° Trente pour cent qui seront attribués au gérant ;

3° Quinze pour cent pour le conseil de surveillance ;

4° La somme nécessaire pour servir aux actionnaires à titre de premier dividende : six pour cent sur le montant libéré et non amorti du capital de leurs actions, sans que si les bénéfices d'une année ne permettraient pas cette distribution, il puisse être réclamé sur les bénéfices des années subséquentes.

Le surplus est mis à la disposition de l'assemblée générale qui peut, sur la proposition du conseil de surveillance affecter toutes sommes qu'elle jugera utile à des fonds d'amortissement supplémentaires ou spéciaux, à la constitution de réserves extraordinaires ou spéciales, de fonds de prévoyance, à des reports à nouveau.

Après les prélèvements et affectations dont il vient d'être parlé, le solde sera distribué entre les actions, sans tenir compte de leur état de libération.

Art. 50. — En cas de contestation, tout actionnaire doit faire élection de domicile à Paris, et toutes assignations et notifications sont valablement données à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, celle-ci a lieu de plein droit au parquet du Procureur de la République près le tribunal civil de la Seine, le domicile élu formellement ou statutairement entraîne attribution de juridiction aux tribunaux compétents de la Seine.

II. — Suivant acte reçu par M^e Reboul, notaire à Alais, le 7 août 1925, M. Chamson a déclaré que les huit cents actions de cinq cents francs chacune représentant le capital de quatre cent mille francs de la société Chamson et Cie, ont été souscrites par diverses personnes, et qu'il a été versé par chacun des souscripteurs une somme égale au quart du montant des actions par lui souscrites. Un état certifié par le gérant contenant les noms, prénoms, qualités et domiciles des souscripteurs, le nombre des actions souscrites et le montant du versement effectué par chacun d'eux est demeuré annexé au dit acte.

III. — Des procès-verbaux des délibérations prises par l'assemblée générale des actionnaires de la société en commandite par actions « Chamson et Cie », le 8 août et le 17 août 1925, il appert :

I. — De la première délibération :

1° Que l'assemblée générale a reconnu la sincérité de la déclaration faite par le gérant, de la souscription de toutes les actions et du versement du quart du montant de ces actions, aux termes de l'acte reçu par M^e Reboul, notaire à Alais, le 7 août 1925 ;

2° Qu'elle a désigné un commissaire pour apprécier les avantages particuliers stipulés par les statuts au profit de M. Chamson, gérant, et du conseil de surveillance.

II. — De la deuxième délibération :

1° Que l'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du commissaire, a adopté les conclusions de ce rapport, et par suite a approuvé les avantages particuliers stipulés par les statuts au profit de M. Chamson, gérant, et des membres du conseil de surveillance ;

2° Qu'elle a approuvé les statuts de la société en commandite par actions « Chamson et Cie », tels qu'ils résultent de l'acte sous seings privés sus-énoncé, en y apportant toutefois les précisions et modifications ci-après :

Au deuxième alinéa de l'article 3, après le mot « industriel », ajouter celui de « minier ». En conséquence, ce second alinéa se trouve ainsi conçu : « La création ou l'acquisition et l'exploitation d'agences ou de comptoirs ou de tout établissement commercial, industriel, minier, agricole ou d'élevage, susceptible de servir au développement des moyens d'action de la société ».

Au troisième alinéa du même article, ajouter le mot « minières » après le mot « commerciales ».

Au quatrième alinéa, ajouter le même mot « minières » après ceux de « opérations commerciales ».

Elle a fixé le nombre des membres du conseil de surveillance qui était de trois au moins et de sept au plus, à cinq au moins et sept au plus. En conséquence, l'article 26 sera désormais ainsi conçu :

« Article 26. — Il est créé un conseil de surveillance composé de cinq actionnaires au moins et de sept au plus, nommés par l'assemblée générale ».

La dernière phrase du premier alinéa de l'article 29 est modifiée comme suit :

« Il (le conseil) est même tenu de se compléter de la sorte dans le mois qui suit la vacance si le nombre des membres est descendu au-dessous de cinq. »

D'autre part, le nombre des membres du conseil présents pour la validité des délibérations est fixé à trois au lieu de deux. En conséquence, le deuxième alinéa de l'article 31 est désormais ainsi conçu :

« La présence de trois au moins des membres du conseil est nécessaire pour la validité de ses délibérations. »

3° Qu'elle a nommé membres du premier conseil de surveillance pour une année :

MM. Eugène Charabot, industriel, officier de la Légion d'honneur, demeurant à Grasse (Alpes-Maritimes) ;

M. Robert Bienaimé, industriel, demeurant à Neuilly-sur-Seine, 7, rue Ancelle ;

M. Maurice Chaber, ancien président de la chambre de commerce de Nossi Bé (Madagascar), demeurant à Paris, 15, rue Gay-Lussac ;

M. Pierre Deloncle, attaché à la Banque Française et Coloniale, chevalier de la Légion d'honneur, demeurant à Paris, 33, avenue de Suffren ;

M. Théophile-Louis Hermet, industriel, chevalier de la Légion d'honneur, demeurant à Genolhac (Gard) ;

M. Pierre Morena, industriel, demeurant à Grasse (Alpes-Maritimes) ;

M. Georges Teissonnière, de la Banque Teissonnière, demeurant à Alais (Gard) ;

Lesquels ont accepté ces fonctions.

Expédition des statuts, de l'acte de déclaration de souscriptions et de versements, et de l'état y annexé, des délibérations des deux assemblées générales constitutives, ont été déposées au greffe du tribunal de première instance de Casablanca et du tribunal de paix de Safi.

Safi, le 13 septembre 1925.

Pour extrait et mention :

CHAMSON.

ALIGNEMENT

CENTRE DE BERGUENT

Enquête de commodo et incommodo

AVIS

Le public est informé que par arrêté du directeur général des travaux publics, en date du 10 septembre 1925, une enquête de commodo et incommodo, d'une durée d'un mois, à compter du 20 septembre 1925, est ouverte dans

le territoire du contrôle civil des Hauts-Plateaux, au sujet du plan d'alignement de Berguent.

Le dossier d'enquête est déposé dans les bureaux de l'annexe de contrôle civil de Berguent, où il peut être consulté aux heures d'ouverture des bureaux.

Les observations auxquelles le projet pourra donner lieu seront consignés sur un registre ouvert à cet effet.

SERVICES MUNICIPAUX

VILLE DE RABAT

AVIS AU PUBLIC

Le chef des Services municipaux de la ville de Rabat a l'honneur d'informer le public que les opérations de la commission syndicale des propriétaires au quartier Leriche ont été homologuées par dahir du 19 août 1925, publié au *Bulletin officiel* n° 672, du 8 septembre 1925.

Il fait connaître, en outre, que les plans de redistribution du dit quartier, ainsi que la liste des indemnités et soultes à payer, avec les noms des débiteurs et bénéficiaires seront déposés aux Services municipaux (bureau du plan), où les intéressés pourront en prendre connaissance.

Rabat, le 14 septembre 1925.

Le chef des services municipaux,

J. TRUQU.

EMPIRE CHÉRIFIEN

Vizirat des habous

AVIS

L'adjudication qui devait avoir lieu le mercredi 16 septembre 1925, dans les bureaux du nadir des Habous Kobra de Rabat, pour la cession par voie d'échange de deux terrains à bâtir des Habous Ben Guennaoui, est renvoyée au mercredi 21 octobre 1925 (3 rebia II 1344), à dix heures du matin.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE RABAT

Bureau des faillites

Audience

du lundi 28 septembre 1925 (16 heures)

Liquidations judiciaires

Elie Elmaleck, mercerie, Rabat, pour concordat ou union.
Marius André, ex-négociant

à Fès, pour concordat ou union.

Bohtbol Isaac, commerçant à Rabat, pour concordat ou union.

Pierre Carrère, menuiserie à Rabat, pour dernière vérification.

Etic Albaz, meubles à Rabat, pour examen de situation.

Faillites

Maurice Ifly, ex-commerçant à Salé, pour dernière vérification.

Emile Robillard, commerçant à Rabat, pour première vérification.

Duarte Ferreira, menuiserie à Rabat, pour première vérification.

Le Chef du Bureau,
L. CHADUC.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffé du tribunal de première instance de Rabat.

Inscription n° 1318
du 5 septembre 1925

Suivant acte notarié reçu le 19 août 1925, par le secrétariat-greffé du tribunal de paix de Meknès, dont une expédition a été déposée au secrétariat-greffé du tribunal de première instance de Rabat, le 8 septembre suivant, M. Marcel Hémeret, industriel, demeurant à Meknès, s'est reconnu débiteur envers M. Léon Vallin, commerçant, domicilié même ville, d'une certaine somme, pour le remboursement de laquelle le premier a affecté à titre de gage et de nantissement au profit du second, le fonds de commerce de moulin et usine électrique qu'il exploite à Meknès-Médina, quartier Kermouda, sous le nom de Moulin Hémeret, et cela avec ses éléments corporels et incorporels.

Le Secrétaire-greffier en chef p. i.
TAVERNE.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffé du tribunal de première instance de Rabat.

Inscription n° 1316
du 4 septembre 1925

Suivant acte sous signatures privées fait en triple à Meknès, le 27 août 1925, dont un original a été déposé au rang des minutes notariales du secrétariat-greffé du tribunal de paix de la même ville, le 27 août 1925, duquel une expédition fut transmise au secrétariat-greffé du tribunal de première instance de Rabat, le 4 septembre suivant, M. Camille Lan-

don, propriétaire et hôtelier, demeurant à Meknès, ville nouvelle, a vendu à Mme Léonie Delorme, épouse divorcée de M. Audra, hôtelière, demeurant à Casablanca, le fonds de commerce d'hôtel, café, restaurant qu'il exploitait à Meknès, ville nouvelle, avenue de la Gare, à l'enseigne d'« Hôtel-Café-Restaurant de Bordeaux ».

Ce fonds comprend : L'enseigne, la clientèle, l'achalandage y attachés, et les ustensiles, outillage et matériel servant à son exploitation.

Les oppositions sur le prix seront reçues au secrétariat-greffé du tribunal de première instance de Rabat, dans les quinze jours de la deuxième insertion qui sera faite du présent extrait dans les journaux d'annonces légales.

Pour première insertion.
Le Secrétaire-greffier en chef p. i.
TAVERNE.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffé du tribunal de première instance de Rabat.

Inscription n° 1314
du 2 septembre 1925

Par acte sous signatures privées en date, à Kénitra, du 1^{er} avril 1925, dont un original a été déposé au bureau du notariat de Rabat, suivant acte contenant reconnaissance d'écriture et de signatures, le 27 août suivant, duquel une expédition suivie de ses annexes a été transmise au secrétariat-greffé du tribunal de première instance de Rabat, le 2 septembre 1925, M. Jules-César-Sylvestre Dersy, négociant, demeurant à Kénitra, à l'angle de la rue Albert-1^{er} et de la rue de la Victoire, a vendu à M. Michel Piqueras, propriétaire, demeurant à Kénitra, le fonds de commerce de café-hôtel, exploité à Kénitra, à l'angle de la rue de la Victoire, à l'enseigne « Café-Hôtel du Sebou ».

Ce fonds comprend : La clientèle, l'achalandage, le nom commercial et l'enseigne. Le matériel et mobilier commercial servant à son exploitation.

Et les marchandises existant en magasin.

Les oppositions sur le prix seront reçues au secrétariat-greffé du tribunal de première instance de Rabat, dans les quinze jours de la deuxième insertion qui sera faite du présent extrait dans les journaux d'annonces légales.

Pour première insertion
Le Secrétaire-greffier en chef p. i.
TAVERNE.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffé du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu au bureau du notariat de Casablanca, le 27 août 1925, il appert :

Que Mme Juliette Jacquet, épouse de M. Georges Ménard, commerçant, avec lequel elle demeure à Casablanca, avenue du Général-d'Amade, n° 56, agissant au nom et comme mandataire de ce dernier, suivant pouvoirs en date du 9 juillet 1925, a vendu à Mme Madeleine Noël, sans profession, demeurant même ville, rue Galilée, n° 87, veuve non remariée de M. Maurice Claudet, le fonds de commerce de café-bar dénommé « Bar Minerva », sis à Casablanca, avenue du Général-d'Amade, numéro 56, avec tous les éléments corporels et incorporels.

Suivant prix, charges, clauses et conditions insérés à l'acte, dont expédition a été déposée le 9 septembre 1925, au secrétariat-greffé du tribunal de première instance de Casablanca pour son inscription au registre du commerce, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours de la seconde insertion du présent.

Pour première insertion.
Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffé du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu par M. Pujol, secrétaire-greffier en chef p. i. du tribunal de paix de Safi, remplissant les fonctions de notaire au Maroc, le 6 juillet 1925, dont expédition a été transmise le 23 du même mois au secrétariat-greffé du tribunal de première instance de Casablanca, pour son inscription au registre du commerce, il appert :

Que M. Benjamin Fitoussi, entrepreneur de transports, demeurant à Casablanca, s'est reconnu débiteur envers M. Gabriel Allouche, directeur de la maison Braunschwig, demeurant à Safi, d'une certaine somme que celui-ci lui a prêtée et en garantie du remboursement de ladite somme en principal intérêts, frais et accessoires, lui a affecté, à titre de gage et nantissement, un fonds de commerce d'entreprise de transports qu'il exploite à Casablanca, boulevard Circulaire, sous

le nom de « Transports B. Fitoussi » et comprenant :

- 1° L'enseigne, la clientèle et l'achalandage y attachés ;
- 2° Le matériel et l'agence-ment servant à son exploitation ;
- 3° Le droit au bail es lieux où s'exploite ledit fonds ;

Suivant clauses et conditions insérées à l'acte.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffé du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu au bureau du notariat de Casablanca le 25 août 1925, il appert :

Que M. Abel Dompey, limonadier, demeurant à Casablanca, boulevard de la Gare, immeuble Martinet, a vendu à MM. Albert, Alfred et Alexandre Rouvellac, tous trois limonadiers, demeurant même ville, Hôtel d'Alger, rue de Mogador, n° 26, le fonds de commerce de café débit de boissons dénommé « Café des Négociants », sis à Casablanca, boulevard de la Gare, immeuble Martinet, avec tous les éléments corporels et incorporels, suivant prix, charges, clauses et conditions insérés à l'acte, dont expédition a été déposée le 7 septembre 1925, au secrétariat-greffé du tribunal de première instance de Casablanca pour son inscription au registre du commerce, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours de la seconde insertion du présent.

Pour première insertion.
Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffé du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu par M. Petit, secrétaire-greffier en chef du tribunal de paix de Mazagan, remplissant les fonctions de notaire au Maroc, le 20 août 1925, il appert :

Que M. Salerno Salvator, boulanger, demeurant à Mazagan, a vendu à M. Perez Joseph, boulanger, demeurant même ville le fonds de commerce de boulangerie qu'il exploite à Mazagan, rue Auguste-Sellier, sous le nom de « Boulangerie Internationale », avec tous les éléments corporels et incorporels, suivant prix, charges, clauses et conditions insérés à l'acte, dont expédition a été transmise le 3 septembre 1925,

au secrétariat-greffé du tribunal de première instance de Casablanca, pour son inscription au registre du commerce, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours de la seconde insertion du présent.

Pour première insertion.
Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffé du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu au bureau du notariat de Casablanca, le 24 août 1925, il appert :

Que M. Abraham Dahan, commerçant, demeurant à Oran, rue du Sergent-Lebah, n° 24, de passage à Casablanca, a cédé à M. Isaac Dahan, commerçant, demeurant à Casablanca, rue d'Algérie, les parts et portions lui appartenant dans un fonds de commerce de meubles d'occasion, exploité à Casablanca, rue du Commandant-Provost, n° 24 bis, avec tous les éléments corporels et incorporels, suivant prix, charges, clauses et conditions insérés à l'acte, dont expédition a été transmise le 5 septembre 1925, au secrétariat-greffé du tribunal de première instance de Casablanca, pour son inscription au registre du commerce, où tout créancier du cédant pourra former opposition dans les quinze jours de la seconde insertion du présent.

Pour première insertion.
Le Secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffé du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu au bureau du notariat de Casablanca, le 26 août 1925, il appert :

Que M. Jean-Paul Magnan, limonadier, demeurant à Casablanca, cité Poincaré, a vendu à Mlle Marie-Julie Bergogne, célibataire majeure, commerçante, demeurant dite ville, boulevard de Lorraine, n° 99, le fonds de commerce de café-débit de boissons dénommé : « Café des Amis », sis à Casablanca, cité Poincaré, avec tous les éléments corporels et incorporels, suivant prix, charges, clauses et conditions insérés à l'acte, dont expédition a été déposée le 8 septembre 1925, au secrétariat-greffé du tribunal de première instance de Casablanca pour son inscription au

registre du commerce, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours de la seconde insertion du présent.

Pour première insertion.
Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

TRIBUNAL DE PAIX DE KENITRA

Le jeudi 19 novembre 1925, à 11 heures, au secrétariat-greffé du tribunal de paix de Kénitra, sis dite ville, place de France, il sera procédé à la vente aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur solvable ou fournissant caution solvable de :

Une propriété dite « Cynos », sise à Kénitra, angle de la rue du Sebou et de la rue du Bouvet, immatriculée sous le n° 1532 R., d'une superficie de dix-neuf ares, quatre-vingt-douze centiares, avec la construction y édiflée, consistant en une villa de quatre pièces, cuisine et lieux d'aisances, et puits en maçonnerie.

Ladite propriété saisie à la requête de M. Larroque, domicile élu en le cabinet de M^e Malère, avocat à Kénitra, à l'encontre du sieur Leca François, propriétaire à Kénitra.

La date de l'adjudication pourra être reportée à une date ultérieure si les offres qui se sont produites sont manifestement insuffisantes ou, à défaut d'offres, dans les trois jours précédant l'adjudication.

Pour tous renseignements, s'adresser au secrétariat-greffé du tribunal de paix de Kénitra, où se trouve déposé le cahier des charges.

Le secrétaire-greffier en chef,
REVEL Mouroz.

BUREAU DES FAILLITES, LIQUIDATIONS ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES DE CASABLANCA

Faillite

Si Hadj Mekki ben Mohamed

Par jugement du tribunal de première instance de Casablanca, en date du 8 septembre 1925, le sieur Hadj Mekki ben Mohamed, négociant à Marrakech, a été déclaré en état de faillite.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au 8 septembre 1925.

Le même jugement nomme : M. Rabaute, juge-commissaire ;

M. Zévaco, syndic provisoire ; M. Verrière, co-syndic provisoire.

Le Chef du bureau p. i.,
MARCEL D'ANDRÉ.

BUREAU DES FAILLITES, LIQUIDATIONS ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES DE CASABLANCA

Liquidation judiciaire

Juda ben Moha

Par jugement du tribunal de première instance de Casablanca, en date du 8 septembre 1925, le sieur Juda ben Moha, négociant à Marrakech, a été admis au bénéfice de la liquidation judiciaire.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au 4 juillet 1925.

Le même jugement nomme : M. Rabaute, juge-commissaire ;

M. d'Andre, liquidateur ; M. le secrétaire-greffier en chef de Marrakech, co-liquidateur.

Le Chef du bureau p. i.,
MARCEL D'ANDRÉ.

BUREAU DES FAILLITES, LIQUIDATIONS ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES DE CASABLANCA

Faillite Khelifa Lévy

Par jugement du tribunal de première instance de Casablanca, en date du 8 septembre 1925, le sieur Khelifa Lévy, négociant à Marrakech, a été déclaré en état de faillite.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au 7 août 1925.

Le même jugement nomme : M. Rabaute, juge-commissaire ;

M. d'Andre, syndic provisoire ; M. le secrétaire-greffier en chef de Marrakech, co-syndic provisoire.

Le chef du bureau p. i.,
M. D'ANDRÉ.

BUREAU DES FAILLITES, LIQUIDATIONS ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES DE CASABLANCA

Succession vacante

Durand Henri

Par ordonnance de M. le juge de paix de la circonscription nord de Casablanca, en date du 11 août 1925, la succession de M. Durand Henri, en son vivant employé à l'Office des phosphates à Sidi Boulanouir, près Kourigha, a été déclarée présumée vacante.

Cette ordonnance désigne M. G. Causse, secrétaire-greffier, en qualité de curateur.

Les héritiers et tous ayants droit de la succession sont

priés de se faire connaître et produire au bureau des faillites, liquidations et administrations judiciaires, au palais de justice, à Casablanca, toutes pièces justifiant leurs qualités héréditaires; les créanciers sont invités à produire leurs titres de créances avec toutes pièces à l'appui.

Passé le délai de deux mois à dater de la présente insertion, il sera procédé à la liquidation et au règlement de la succession entre tous les ayants droit connus.

Le chef du bureau p. i.,
M. D'ANDRE.

**BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA**

Réunion des faillites
et liquidations judiciaires
du samedi 26 septembre 1925,
à neuf heures

tenue sous la présidence de
M. Rabaut, juge commissaire,
dans l'une des salles d'audience
du tribunal de première instance
de Casablanca.

Liquidations judiciaires

Dame Juving François, à Casablanca, examen de la situation.

Graner Amédée, à Casablanca, première vérification de créances.

Faillites

Souffront Paul, à Casablanca, première vérification de créances.

Machecourt Alphonse, à Ber Rechid, concordat ou union.

Bessis Mardoché, à Casablanca, concordat ou union.

Caranchini Jacques, à Casablanca, concordat ou union.

Bensemama Jacob, à Mogador, reddition de comptes.

Le chef du bureau p. i.,
M. D'ANDRE.

**Etablissements incommodes
insalubres ou dangereux**

Arrêté du pacha de la ville de Safi, portant ouverture d'enquête de commodo et incommodo.

Le pacha de la ville de Safi,
Vu la demande formulée le 28 août 1925 par M. le représentant de la Vacuum Oil Company à l'effet d'être autorisé à installer un dépôt de 6.000 litres d'essence et de pétrole au n° 10 de la rue des Frères-Paquet ;

Vu le dahir du 25 août 1914, complété par le dahir du 13 mars 1923, portant réglementation des établissements insalubres, incommodes ou dange-

reux, et notamment l'article 2,
Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à Safi, à une enquête de commodo et incommodo sur le projet qui fait l'objet de la demande susvisée du 28 août 1925, de M. le représentant de la Vacuum Oil Company.

Art. 2. — Toutes les pièces du dossier seront déposées au bureau des services municipaux à Safi, où les intéressés pourront en prendre connaissance.

Art. 3. — La durée de l'enquête sera de huit jours, à compter du 8 septembre 1925.

Art. 4. — Le chef des services municipaux sera chargé de l'exécution du présent arrêté et de procéder aux affichages réglementaires.

Safi, le 4 septembre 1925.
Pour le pacha de la ville de Safi,
son khalifa :

ABDALLAH EL OUAZZANI.

AVIS AU PUBLIC

Le service géographique du Maroc vient de faire paraître les cartes suivantes :

MOIS D'AOUT 1925

Nouvelles éditions

50.000° :
Moulay Bou Chta : 6 Nord ;
2 Sud ; 7 Nord ; 3 Sud ; 8 Nord ;
8 Sud.

Tabarrant : 3 Sud ; 7 Nord.

100.000° :

Fès 3 et 4.

Taourirt 2 et 6.

Taza 1 et 4.

1/1.500.000° :

Cartes administratives avec indications des zones avant et arrière.

Fond noir avec indication des zones avant et arrière.

AVIS

concernant les épaves

Application du dahir
du 23 mars 1916

Il a été remis à titre d'épaves maritimes :

1° 3 madriers en sapin de 6 m. x 0 m. 23 x 0 m. 08 ;
1 madrier en sapin de 5 m. 30 x 0 m. 23 x 0 m. 08, marqué F A G I N F A. Sauveteur : Ferrigno Pascal.

2° 1 madrier en sapin, de 4 m. 30 x 0 m. 22 x 0 m. 075. Sauveteur : Lhacen ben Mohamed.

Les deux lots sont déposés au bureau de la Marine, à Rabat.

3° 1 vivier forme plate, en bois, hors d'usage, de 2 m. x 1 m. x 0 m. 40. Déposé sur le terre-plein du port de Casablanca. Sauveteur : Mohamed ben Cimarof.

4° 1 tôle marchande de 3 m.

x 1 m. 50 x 0 m. 01, déposé sur la cale de halage, à Casablanca ;

12 tôles marchandes de 0 m. 70 x 0 m. 50 x 0 m. 01, et 12 briquettes de charbon (dont 6 incomplètes) déposées au magasin des épaves, à Casablanca.

Sauveteurs : Chantiers du Maroc à Casablanca.

5° 85 briquettes de charbon marque « Patent Cardiff », pesant 743 kilos, trouvées en rade de Casablanca, déposées au magasin des épaves à Casablanca.

Sauveteur : Direction générale des travaux publics, première subdivision maritime.

6° Un bas mât de navire de 26 m. de long déposé au magasin du port de Mazagan.

Sauveteurs : Ben Aissa ben Bark et Si Mohamed ben Madani.

7° Une poutre en bois de 4 m. 80 x 0 m. 15 x 0 m. 17, déposée au poste de Oualidia.

Sauveteur : M. Benède, Raymond, préposé chef des douanes.

8° Un panneau en bois de 1 m. x 3 m., déposé au magasin du port de Mazagan.

Sauveteur : Abdel Kader ben Bouchaïb.

9° Un baril en fer de 600 litres, vide, déposé au magasin du port à Mazagan.

Sauveteur : Si Mohamed ben Lassen.

10° Une bouée de sauvetage de 0 m. 73 de diamètre portant comme inscriptions : « Kristiania », « Sjmand », déposée au bureau de la Marine, à Safi.

Sauveteur : Allal ben Lektib.

DIRECTION DES EAUX ET FORÊTS

Périmètre de reboisement
de Sidi Abderrahman

ENQUÊTE

de commodo et incommodo
(art. 6 du dahir du 31 août 1914)

Arrêté n° 11.045, ordonnant
l'enquête prévue au titre 1^{er}
du dahir du 31 août 1914.

Le conservateur des eaux et forêts, directeur des eaux et forêts du Maroc, officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 31 août 1914 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment l'article 6 ;

Vu l'arrêté viziriel du 28 avril 1925 déclarant d'utilité publique la création d'un périmètre de reboisement dans la banlieue ouest de Casablanca, au lieu dit « Marais de Sidi Abderrahman » ;

Vu le plan général de ce périmètre ;

Vu la notice explicative, le plan parcellaire et l'état indicatif des terrains à occuper

pour l'établissement de ce périmètre.

Arrête :

Article premier. — Le dossier comprenant les diverses pièces visées ci-dessus sera déposé aux bureaux du contrôle civil de Chaouïa-nord, à Casablanca, pour y être soumis à l'enquête pendant une durée de un mois, à compter du 1^{er} octobre 1925.

Il sera ouvert, dans ce bureau, un registre destiné à recevoir les observations des intéressés.

Art. 2. — Des avis annonçant cette enquête seront affichés aux portes du bureau du contrôle civil de Chaouïa-nord, publiés dans les marchés et localités de la situation des lieux et, en outre, insérés au Bulletin Officiel du Protectorat et dans les journaux la Vigie Marocaine, la Presse Marocaine et le Petit Marocain.

Art. 3. — Le contrôleur civil de Chaouïa-nord, certifiera ces publications et affiches. Il mentionnera sur un procès-verbal qu'il ouvrira à cet effet et que les parties qui comparaitront seront requises de signer, les observations qui lui auront été faites verbalement et il y annexera celles qui lui auront été transmises par écrit.

Art. 4. — A l'expiration du délai de un mois ci-dessus fixé, le contrôleur civil de Chaouïa-nord clora le procès-verbal qu'il transmettra, accompagné de son avis, avec le présent dossier, à M. le contrôleur civil, chef de la région de la Chaouïa, lequel fera parvenir le tout, avec son propre avis, à la direction des eaux et forêts.

Fait à Rabat, le 16 août 1925.

P. le conservateur des eaux et forêts, directeur des eaux et forêts,

L'inspecteur délégué,

ORDIONI.

**TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
D'OUJDA**

D'un jugement rendu contradictoirement par le tribunal de première instance d'Oujda, le 6 mai 1925,

Entre la dame Darmon Marie, épouse Touboul Elie, demeurant à Oujda, demanderesse au principal, défenderesse à demande reconventionnelle, d'une part

Et le sieur Touboul Elie, mineur, demeurant à Oujda, défendeur au principal, reconventionnellement demandeur, d'autre part ;

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux Touboul-Darmon, aux torts réciproques de chacun d'eux.

Le Secrétaire-greffier en chef p. i.

PONS JOSEPH.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE CASABLANCA

Distribution par contribution
Boury

Le public est informé qu'il est ouvert au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca une procédure de distribution par contribution des fonds provenant de la vente d'un fonds de commerce de pailles, grains et fourrages exploité par M. Yvan Boury, 66, avenue de la Marine, sous le nom de « Grenier Marocain »

Tous les créanciers du dit sieur Boury devront, à peine de déchéance, adresser leurs bordereaux de production avec titres à l'appui, dans un délai de 30 jours à compter de la seconde publication.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

AVIS

Réquisition de délimitation concernant les immeubles domaniaux dénommés « Bour des Menabah » et « séguia Hachtoukia », sis sur la rive droite de l'oued Tensift, dans la tribu des Rehamna (Marrakech).

Le Chef du Service des Domaines,

Agissant au nom et pour le compte du domaine privé de l'Etat chérifien, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejev 1341),

Requiert la délimitation des immeubles domaniaux occupés par le guich des Menabah, et composés de deux lots dénommés « Bour des Menabah » et la séguia « Hachtoukia », avec son périmètre d'irrigation, situés dans la tribu des Rehamna, en bordure de la route de Mazagan à Marrakech, et sur la rive droite de l'oued Tensift (Marrakech).

Ces immeubles, d'une superficie respective de 31.000 et 460 hectares, sont limités ainsi qu'il suit :

1° Bour des Menabah

Au nord : par une ligne droite reliant le Bir Hosseine au trik Dria Souk, séparative des terres collectives des Rehamna.

A l'est : par la piste dénommée « Trik Dria Souk », jusqu'au koudiat El Oumi des terres collectives des Rehamna.

Au sud : par une ligne fictive prenant naissance à la piste du

souk El Had et reliant le koudiat El Oumi au djebel Sarhef, aux koudials Bel Groun et Khattara, pour rejoindre la route de Mazagan à Marrakech. Riverains : domaine guich des Harbil.

A l'ouest : par la route de Mazagan à Marrakech, mais formant toutefois une enclave dépendant du guich Oulad Delim, au greffage de la route de Saff sur celle de Mazagan à Marrakech, et à son intersection avec la piste du souk El Had, près du marabout Baba Saïd. La limite suit ensuite une ligne de terrain de culture jusqu'au Bir el Hoceine.

Riverains : territoire guich des Oulad Delim.

2° Séguia « Hachtoukia », avec son périmètre d'irrigation

Au nord : par la séguia Haouaia, appartenant aux Harbil, séparative du Bour des Harbil.

A l'est : séguia Haouaia, à proximité du pont de l'oued Tensift, sur la route de Mazagan à Marrakech ;

Au sud : par l'oued Tensift et par la séguia Soulgouia ;

A l'ouest : par l'oued Harroua.

Telles au surplus que ces limites sont figurées par un liseré jaune au plan ci-annexé.

A la connaissance du service des domaines, il n'existe sur les dits immeubles occupés par le guich des Menabah aucun droit d'usage ou autre légalement connu ni sur la terre, ni sur l'eau, sauf toutefois que l'usufruit de la terre est concédé à titre guich à la fraction des Menabah prénommés.

Les opérations de délimitation commenceront à l'angle nord-ouest de la propriété, au marabout de Baba Saïd, à proximité du croisement de la piste du souk El Had avec la route de Mazagan à Marrakech, le 6 octobre 1925, à neuf heures, et se continueront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 23 mars 1925.

FAVEREAU.

Arrêté viziriel

du 15 avril 1925 (21 ramadan 1343) ordonnant la délimitation des immeubles domaniaux dénommés « Bour des Menabah » et « séguia Hachtoukia », sis sur la rive droite de l'oued Tensift (Marrakech).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejev 1341) ;

Vu la requête, en date du 23 mars 1925, présentée par le chef du service des domaines et tendant à fixer au 6 octobre

1925 les opérations de délimitation des immeubles domaniaux occupés par le guich des Menabah et composés de deux lots dénommés « Bour des Menabah », et la séguia « Hachtoukia » avec son périmètre d'irrigation, situés tous deux en bordure de la route de Mazagan à Marrakech, sur la rive droite de l'oued Tensift (Marrakech) ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation des immeubles domaniaux occupés par le guich des Menabah, et composés de deux lots dénommés « Bour des Menabah », et la séguia « Hachtoukia » avec son périmètre d'irrigation, situés dans la tribu des Rehamna, en bordure de la route de Mazagan à Marrakech, sur la rive droite de l'oued Tensift, à Marrakech, conformément aux dispositions du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) susvisé, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejev 1341).

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 6 octobre 1925, à 9 heures, à l'angle nord-ouest de la propriété, au marabout de Baba Saïd, à proximité du croisement de la piste du souk El Had avec la route de Mazagan à Marrakech, et se continueront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le 21 ramadan 1343,
(15 avril 1925).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 14 mai 1925.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident général,
LYAUTEY.

AVIS

Réquisition de délimitation concernant l'immeuble domaniale dit « Dunes de Sidi Abderrahman aux Doukkala », situé sur le territoire des tribus des Médiouna et des Oulad Ziane (Chaouïa-nord).

Le Chef du service des domaines,

Agissant au nom et pour le compte de l'Etat chérifien, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), portant règlement spécial sur la délimitation du domaine privé de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejev 1341) ;

Requiert la délimitation de l'immeuble domaniale dit « Du-

nes de Sidi Abderrahman aux Doukkala », situé sur le territoire des tribus des Médiouna et des Oulad Ziane, en bordure de l'Océan Atlantique (Chaouïa-nord).

Cet immeuble, en quatre parcelles, inscrit sous le n° 71 au sommier de consistance des biens domaniaux de la Chaouïa, d'une superficie globale de 250 hectares environ, a pour limites :

Première parcelle :

Nord : le domaine public maritime ;

Est : le sahel du marais de Sidi Abderrahman, séparatif de la propriété domaniale dite « Dunes de Sidi Abderrahman » ;

Sud : ligne brisée séparative des propriétés de : Cheikh Ali ben Abderrahman ; héritiers Ahmed ben Abdelkader ; Cheikh Ali ; héritiers Ahmed ben Abdelkader ; Mohamed ben Larbi ; Hadj Abderrahman ben Kiran et héritiers Mohamed ben Jilali ; El Habib ben Guendoun ; héritiers Bouchaïb ben Abdallah ; Bouchaïb ben Mohamed ; Mohamed ben Larbi et héritiers Bouchaïb ben Salah ; Bouchaïb ben Mohamed ; Cheikh Ali ; Mohamed ben Jilali et Haj Abderrahman ben Kiran ; Cheikh Ali ; M. Percz ; Cheikh Ali ; Mohamed ben Larbi ; Bouchaïb ben Mohamed ; héritiers Mohamed ben Fkih ; Abdallah ben Ahmed ben Abhou ; Redad ben Ali ; héritiers Ahmed ben Abdelkhalok ; Redad ben Ali ; héritiers Ahmed ben Abdelkhalok ; Redad ben Ali ; Haj Mohamed Ouauria ; héritiers Mohamed ben Abdelkhalok ; Mohamed ben Thami ; M. Format ; Oulad Thoumi ;

Ouest : l'oued Merzeg jusqu'au domaine maritime.

Deuxième parcelle :

Nord : domaine public maritime ;

Est : propriété, objet de la réquisition 1145 ;

Sud : propriété, objet du titre foncier 2363 ; héritiers Ahmed ben Haj ; héritiers Ould Si Thami ben Fkih ; Mekki ben Bouchaïb ; Miloudi ben Moussa ; Mohamed ben Thami ;

Ouest : domaine public maritime.

Troisième parcelle :

Nord : domaine public maritime ;

Est : Oulad ben Chleuh ;

Sud : Laoucine Ould Haj Mehdi ; héritiers Haj Mohamed ben Ibrahim ; M. Veyre ; Mohamed ben Messaoud ; titre foncier 1679 ;

Ouest : propriété, objet du titre foncier 1679.

Quatrième parcelle :

Nord : domaine public maritime ;

Est : propriété, objet du titre foncier 1679 ;

Sud : Laoucine ben Haj Mehdi ; Lahssen ben Haj Mehdi ; Mehdi ben Taïbi ; Boucharb Ould Haj Mehdi ; propriété, objet de la réquisition 3920 ; Abderrahman ben Jilali ; propriété, objet de la réquisition 3920 ; héritiers Haj Mohamed ; Mohamed ben Mohamed Chleuh ; Thami ben Haj Mohamed ; héritiers Haj Mohamed Ould Mohamed ben Haj ; Oulad Haj Jilali ; Oulad Larbi Smahi ; Haj Boucharb et Mohamed Ould Hadj Mohamed ; Mohamed ben Abderrahman ; Ould Haj Jilali ; Ahmed ben Lahcen ; Hassan ben Ahmed ; propriété, objet de la réquisition 916 ; propriété, objet de la réquisition 1241 ; propriété, objet de la réquisition 916 ;

Ouest : Dunes makhzen de la circonscription domaniale de Mazagan.

Les opérations de délimitation commenceront le 19 octobre 1925, à l'angle nord-ouest de la propriété (près du marabout de Sidi Abderrahman), à 9 heures, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 28 mai 1925.

FAVEREAU.

Arrêté viziriel

du 9 juin 1925 (16 kaada 1343) ordonnant la délimitation de l'immeuble domaniale dit « Dunes de Sidi Abderrahman aux Doukkala », situé sur le territoire des tribus des Médiouna et des Oulad Ziane (Chaouïa-nord).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejev 1341) ;

Vu la requête en date du 28 mai 1925, présentée par le chef du service des domaines et tendant à fixer au 19 octobre 1925 les opérations de délimitation de l'immeuble makhzen dit « Dunes de Sidi Abderrahman aux Doukkala », situé sur le territoire des tribus des Médiouna et des Oulad Ziane, en bordure de l'Océan Atlantique (Chaouïa-nord) ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation du terrain makhzen situé sur le territoire des tribus des Médiouna et des Oulad Ziane, dit « Dunes de Sidi Abderrahman aux Doukkala », conformément aux dispositions du dahir susvisé du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejev 1341).

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le

19 octobre 1925, à 9 heures du matin, à l'angle nord-ouest de l'immeuble à délimiter (près du marabout de Sidi Abderrahman) et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le 16 kaada 1343 (9 juin 1925).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 15 juin 1925.

Le Maréchal de France,
Commissaire résident général,
LYAUTEY.

AVIS

Réquisition de délimitation concernant les immeubles domaniaux occupés par le guich des Oulad Delim et des Bou Bellal et composés de deux lots dénommés « Jebilet ou Bahira » et « Rantour ou Doublal » avec le périmètre d'irrigation des séguias Chihibia, Caïd Yahia et Cheikh Mansour Doublali, situés dans la tribu des Rehamna (Marrakech - banlieue).

Le chef du service des domaines,

Agissant au nom et pour le compte du domaine privé de l'Etat chérifien, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejev 1341).

Requiert la délimitation des immeubles domaniaux occupés par le guich des Oulad Delim et des Bou Bellal et composés de deux lots dénommés « Jebilet ou Bahira » et « Rantour ou Doublal » avec le périmètre d'irrigation des séguias Chihibia, Caïd Yahia et Cheikh Mansour Doublali, situés sur la rive droite de l'oued Tensift, en bordure ou à proximité de la route de Marrakech à Safi-Mazagan, dans la tribu des Rehamna (Marrakech-banlieue).

L'immeuble, d'une superficie totale de 80.180 hectares, est limité ainsi qu'il suit :

1° Pour le lot dénommé « Jebilet ou Bahira » :

Au nord : 1° par un sentier de culture allant du Bir Tilzat à l'azib Caïd Kaddour, séparatif des terres collectives des Ahmar ;

2° Par une piste reliant l'azib Caïd Kaddour au Bir Haccine et traversant la route de Marrakech à Mazagan, séparative des territoires du guich El Menabah ;

A l'est : 1° par la route de

Marrakech à Safi-Mazagan, jusqu'à proximité du Rouagueb Koudiat, séparative des territoires des guich El Menabah ;

2° Par une limite fictive jusqu'au Dra el Kabl ;

3° Par l'oued El Begra du Draa el Kabl à l'oued Tensift ; riverain : territoire occupé par les Harbil ;

4° Par la séguia Chihibia, d'une part, et par l'oued Tensift, d'autre part, forme une parcelle de 30 ha. environ ;

Au sud : par l'oued Tensift, jusqu'à l'oued Hallouf ;

A l'ouest : 1° par l'oued El Hallouf au douar El Hami, après avoir traversé la route de Marrakech à Safi ;

2° Par une limite non apparente reliant le douar El Hami au biad Tilzat au point de départ nord de la délimitation.

2° Pour le lot dénommé « Rantour ou Doublal », situé au-dessus du précédent à gauche de la route de Marrakech à Mazagan :

Au nord : 1° par un sentier du marabout Si Abd el Moumen ou Dar Cheikh Bachir Deïmi, passant par les points dits « Daïa el Gimta et Bir el Ahmar » ; riverains : terres collectives des Ahmar et des Doukkala ;

2° Par une petite piste du point nord susvisé du domaine au koudiat El Kef, séparative des terres collectives des Rehamna ;

A l'est : 1° par l'oued El Kaf, d'une part, et par l'oued Bou Chane, d'autre part, jusqu'à sa rencontre avec le sentier de la nzala Cheikh Abbès ;

2° Par le sentier prénommé de la nzala Cheikh Abbès, lequel relie la nzala Si Abdallah Seraf au mame'on dit Amkelt ; riverains : terres collectives des Rehamna ;

Au sud : par une ligne brisée de la nzala Cheikh Abbès au cimetière dit « Roudaa el Mensia » aux points dénommés Afat el Magounat, Afar Ceder, Draa Seba Touilat, au marabout Si Haleb el Rezel et à la citerne dite « Magoun el Serat » ; riverains : terres collectives des Ahmar ;

A l'ouest : par une piste partant de la citerne dite « Magoun el Serat », au marabout Si Abd el Moumen, reliant ainsi les points suivants dénommés Bir Soukan Draa Bir Soukan, Draa Ould Zida, El Toufri et Haj Moussa Koudiat Radara, Draa Azar, Draa el Khaï et Bir Cheradi ; riverains : terres collectives des Ahmar.

Telles au surplus que ces limites sont figurées par un liséré jaune au plan annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du service des domaines, il n'existe sur les dits immeubles aucun droit d'usage ou autre légalement

connu, ni sur la terre ni sur l'eau, sauf toutefois que l'usufruit de la terre est concédé à titre guich aux Oulad Delim.

Les opérations de délimitation commenceront le 13 octobre 1925, à neuf heures, à la nzala du Dar Cheikh Salah, située à gauche de la route de Marrakech à Mazagan, pour le premier lot (angle nord-est) et au Dar Cheikh Bachir Deïmi, point nord du deuxième lot dit « Rantour », et se continueront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 20 avril 1925.

FAVEREAU.

Arrêté viziriel

du 6 mai 1925 (12 chaoual 1343), ordonnant la délimitation des immeubles domaniaux occupés par le guich des Oulad Delim et des Bou Bellal et composés de deux lots dénommés « Jebilet ou Bahira » et « Rantour ou Doublal » avec le périmètre d'irrigation des séguias Chihibia, Caïd Yahia et Cheikh Mansour Doublali, situés dans la tribu des Rehamna (Marrakech - banlieue).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejev 1341).

Vu la requête du chef du service des domaines, en date du 20 avril 1925, tendant à fixer au 13 octobre 1925 les opérations de délimitation des immeubles domaniaux occupés par le guich des Oulad Delim et des Bou Bellal et composés de deux lots dénommés « Jebilet ou Bahira », et « Rantour ou Doublal », avec le périmètre d'irrigation des séguias Chihibia, Caïd Yahia et Cheikh Mansour Doublali, situés sur la rive droite de l'oued Tensift, en bordure ou à proximité de la route de Marrakech à Safi-Mazagan, dans la tribu des Rehamna (Marrakech-banlieue).

Sur la proposition du directeur général des finances,

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation des immeubles domaniaux occupés par le guich des Oulad Delim et des Bou Bellal et composés de deux lots dénommés « Jebilet ou Bahira » et « Rantour ou Doublal » avec le périmètre d'irrigation des séguias Chihibia, Caïd Yahia et Cheikh Mansour Doublali, situés sur la rive droite de l'oued Tensift, dans la tribu des Rehamna (Marrakech-banlieue).

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 13 octobre 1925, à neuf heures, pour le premier lot dénommé « Jebilet ou Bahira », au point nord dit « Nzala du Dar Cheikh Salah », en bordure de la route de Marrakech à Mazagan, et pour le deuxième lot dénommé « Rantour ou Douhal », au point nord dit « Dar Cheikh Bachir Delimi », et se continueront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le 12 chaoual 1343 (6 mai 1925).

ABDERRAHMAN BEN EL KORCHI,
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 mai 1925.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident général,
LYAUTEY.

AVIS

Réquisition de délimitation des terrains dénommés « Groupe de Sidi Bou Nouar du Drâa », situés sur le territoire de la circonscription du contrôle civil de Mogador, tribu du Drâa, fraction des Oulad Mimoun.

Le chef du service des domaines,

Agissant au nom et pour le compte de l'Etat chérifien, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant réglementation spéciale sur la délimitation du domaine de l'Etat; modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341),

Requiert la délimitation des terrains makhzen dénommés « Groupe de Sidi Bou Nouar du Drâa » et situés sur le territoire de la tribu du Drâa, fraction des Oulad Mimoun, circonscription de contrôle civil de Mogador, au lieu dit « Sidi Bou Nouar », près le souk El Had du Drâa.

Ce groupe d'immeubles comprend trois parcelles distinctes, d'une superficie approximative totale de 194 ha. 25 a. 33 ca. Il est situé sur la route de Safi à Mogador, entre les points kilométriques 179,800 et 181,360.

Il est délimité ainsi qu'il suit :

1° Parcelle n° 1 (superficie de 190 ha. 63 a.).

Au nord : la propriété Si Ahmed ben Jaa et les terrains appartenant à Bent Driss Haj Brahim, aux Aït Haj Brahim et aux Hamouiten ;

A l'est : par les propriétés des Oulad Scrahma, des Oulad Amouchia, d'Ahmed bel Mamoun, d'Haj Hamou, d'Haj Saïd et de Kaddour ben Khana ;

Au sud : par les propriétés des Oulad Doukalia et des Aït ben Ahmed ;

A l'ouest : par les Aït ben Ahmed, Mohamed ben Seddik et consorts, Aït Haj Brahim, Douaïk, Aït Amara.

2° Parcelle n° 2 dite : « Djnan Amoukir », d'une superficie de 2 ha. 500 ca., et située à 350 m. au nord-est de la parcelle n° 1.

Au nord-ouest : par les propriétés des Hamouiten et des Hamouchia ;

Au nord-est : par une piste allant au souk El Had ;

Au sud-est : par la propriété des Hamouchia ;

Au sud-ouest : par une piste le séparant de la propriété des Hamouchia.

3° Parcelle n° 3 dite : « Djnan Layachi », d'une contenance de 7,983 mq., située à 170 m. au sud-est de l'angle extrême de la parcelle n° 1.

Au nord : les héritiers Layachi ben Haj M'Barck ;

A l'est : les Aït Amara ;

Au sud : Aït Ounjs ;

A l'ouest : Abdallah Jouala.

A la connaissance du service des domaines, il n'existe sur le

groupe d'immeubles susvisé aucun droit d'usage ou autre légalement établi ni aucune enclave, à l'exception toutefois des deux enclaves habous constituées par le marabout de Sidi Bou Nouar (contenance de 1.800 mq. environ) et par le cimetière musulman voisin, d'une superficie approximative de 1.600 mq.

Telles au surplus que les limites sont indiquées par un liséré rose au plan annexé à la présente réquisition.

Les opérations de délimitation commenceront le 20 octobre 1925, à 8 heures du matin, à la citerne des Aït Amara, située à l'angle nord-ouest de la parcelle n° 1 ci-dessus désignée, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 5 juin 1925.

FAVEREAU.

Arrêté viziriel

du 27 juin 1925 (5 hija 1343) ordonnant la délimitation des terrains makhzen dénommés « Groupe de Sidi Bou Nouar du Drâa », situés sur le territoire de la circonscription du contrôle civil de Mogador, tribu du Drâa, fraction des Oulad Mimoun.

Le Grand Vizir.

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341) ;

Vu la requête en date du 5 juin 1925, présentée par le chef du service des domaines et tendant à fixer au 20 octobre 1925 les opérations de délimitation des terrains makhzen dénommés « Groupe de Sidi Bou Nouar du Drâa », situés sur le territoire de la fraction des Oulad Mimoun, tribu du Drâa, circonscription du contrôle civil de Mogador ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation des terrains makhzen dénommés « Groupe de Sidi Bou Nouar du Drâa », situés dans la tribu du Drâa, circonscription du contrôle civil de Mogador, en conformité des dispositions du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334).

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 20 octobre 1925, à 8 heures du matin, à la citerne située à l'angle nord-ouest de la parcelle n° 1 ci-dessus désignée, et se poursuivront les jours suivants, s'il y a lieu.

Fait à Fès, le 5 hija 1343,
(27 juin 1925).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 juillet 1925.

Pour le Maréchal de France,
Commissaire résident général,
Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
Urbain BLANC.

BANK OF BRITISH WEST AFRICA Ltd.

Capital autorisé : L. 4.000.000

Capital souscrit : L. 3.000.000

Siège social : Londres

Succursales : Liverpool, Manchester, Hambourg, Gibraltar, Casablanca, Fez, Marrakech, Mazagan, Mogador, Rabat, Safi, Tanger, Iles Canaries, Côtes de l'Afrique Occidentale.

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

Assurances

Immeuble Banque Anglaise — Casablanca

Bureaux à louer

COMPAGNIE ALGÉRIENNE

Société anonyme fondée en 1877

Capital : 100.000.000 de fr. entièrement versés. — Réserves : 92.000.000 de francs.

Siège Social : PARIS, 50, rue d'Anjou

AGENCES : PARIS, 50, rue d'Anjou, Aix-en-Provence, Antibes, Aubagne, BORDEAUX, CANNES, Cette, La Clotat, Frejus, Grasse, MARSEILLE, Menton, MONTPELLIER, Monte-Carlo, NICE, Salon, Vichy et dans les principales villes et localités de l'Algérie et de la Tunisie.

AU MAROC : CASABLANCA, Fez, Kénitra, Larache, Marrakech, Mazagan, Meknès, Mogador, Oudjda, Ouezzan, Rabat, Safi, Salé, TANGER, Taza.

CORRESPONDANTS DANS TOUTES AUTRES VILLES DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE ET DE BOURSE

Comptes de dépôts à vue et à préavis. Dépôts à échéance. Escompte et encaissements de tous effets. Crédits de campagne. Prêts sur marchandises. Envois de fonds. Opérations de titres. Garde de titres. Souscriptions. Paiements de coupons. Opérations de change. Locations de compartiments de coffres-forts. Emission de chèques et de lettres de crédit sur tous pays.

Certifié authentique le présent exemplaire du

Bulletin Officiel n° 674, en date du 22 septembre 1925,

dont les pages sont numérotées de 1545 à 1568 inclus.

Rabat, le..... 192.....

Vu pour la légalisation de la signature

de M.....

apposée ci-contre.

Rabat, le..... 192.....